

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 30 novembre 2022**  
(Convocation du 24 novembre 2022)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2022 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	8
• Voix	8
<b>Présents</b>	
• Nombre	3
• Voix	3
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	3
• Voix	3
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre



**OBJET : Conventions - Ressource en eau - PTGE Adour amont - Convention de partenariat avec SEDE Environnement et les chambres d'agriculture du Gers et des Hautes-Pyrénées pour l'étude d'opportunité de réutilisation des eaux usées traitées sur l'Adour amont**

**Exposé des motifs :**

Par délibérations du 22 juillet 2015 et du 21 juillet 2017, l'Institution Adour a décidé de s'engager pour porter la réalisation d'un projet de territoire sur l'Adour amont et animer la démarche.

Lors des réflexions sur les actions envisageables sur ce territoire, le thème de la réutilisation des eaux usées a été abordé. Le positionnement collectif des acteurs de la concertation est favorable à l'étude de la mise en place de ce type de solution. Suite à l'appel à projets EC'EAU (économie circulaire de l'eau), lancé par l'Entente pour l'Eau le 30 juillet 2021, l'EPTB, par délibération 16/2022 du 23 mars 2022, a décidé de déposer une note d'intention en partenariat avec SEDE environnement (filiale recherche et développement de Véolia eau) et les chambres d'agriculture du Gers et des Hautes-Pyrénées.

Afin de définir les rôles et responsabilités de chaque structure ainsi que les modalités financières du projet, un accord de consortium a été élaboré.

L'Institution Adour assurera l'animation du projet, dans le cadre de l'animation générale du PTGE déjà financée.

Dans ce cadre, l'Institution Adour sera la structure coordinatrice du projet pour le compte des partenaires auprès des financeurs : les financements seront perçus par l'Institution Adour qui les reversera aux partenaires tout au long du projet. Le coût global du projet est de 161 447 € HT pour un niveau d'aide prévisionnel de 54 % (87 517 €).

À noter que le temps passé sur ce projet est compris dans celui du projet de territoire pour la gestion de l'eau sur l'Adour en amont d'Aire-sur-l'Adour. Par conséquent, celui-ci n'entraînera pas de coût supplémentaire pour les membres de l'Institution Adour.

Vu la délibération 2022\_CS\_16 du 23 mars 2022 décidant de répondre à l'appel à projets EC'EAU (économie circulaire de l'eau) en déposant une étude d'opportunité à l'échelle du PT3A, Considérant l'avis favorable avec demande de compléments de l'Entente pour l'eau en date du 29 août 2022,

Considérant le projet d'accord de partenariat joint en annexe,

Considérant les discussions en cours avec l'Entente pour l'eau,

**LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- d'approuver les termes de l'accord de consortium tel qu'annexé,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

**Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Envoyé en préfecture le 08/12/2022

Reçu en préfecture le 08/12/2022

Affiché/Publié le 09/12/2022

ID : 040-254002264-20221130-221130H1739H1-DE



Fait et délibéré le 30 novembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

**SEDE**  
ENVIRONNEMENT



## ACCORD DE CONSORTIUM

**Adou'REUSE**

Élaboration d'une stratégie d'économie circulaire  
de l'eau sur le bassin Adour Amont

Entre d'une part,

L'établissement public territorial de bassin **Institution Adour**, sise 38 rue Victor Hugo à Mont-de-Marsan (40025), représentée par son Président Paul CARRÈRE, dûment habilité à signer le présent accord de consortium par délibération n°2022\_B\_71 en date du 30 novembre 2022,

Ci-après dénommée « EPTB »,

Et d'autre part,

**SEDE Environnement**, société par actions simplifiée, immatriculée au RCS de Arras sous le numéro 315 732 842 dont le siège social est 5 rue Frédéric Degeorge 62000 ARRAS, France, représentée par son président, Paul-Antoine SEBBE, dûment habilité à signer le présent accord de consortium,

Ci-après dénommée « SEDE »,

Et d'autre part,

**La Chambre d'Agriculture des Hautes-Pyrénées**, sise 20 Pl. du Foirail à Tarbes (65000), représentée par son Président Pierre MARTIN, dûment habilité à signer le présent accord de consortium par délibération n°xxx en date du xxxx

Ci-après dénommée « CA65 »,

Ainsi que,

**La Chambre d'Agriculture du Gers**, sise 3 Chemin de la Caillaouère à Auch (32000), représentée par son Président Bernard MALABIRADE, dûment habilité à signer le présent accord de consortium par délibération n°xxx en date du xxxx

Ci-après dénommée « CA32 »,

Ci-après dénommés ensemble « les partenaires » et individuellement « partenaire ».

Après avoir exposé :

L'objectif du projet ADOU'REUSE est d'établir une stratégie d'économie circulaire de l'eau sur le bassin Adour amont et la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, un territoire en déficit quantitatif notoire sur lequel le Projet de territoire Adour amont (PT3A) est en cours d'élaboration. La réutilisation des eaux est un des leviers permettant de mobiliser une nouvelle ressource en eau, sécurisant ainsi les approvisionnements des usagers, tout en participant à l'amélioration de la qualité des ressources conventionnelles en limitant le rejet de charges polluantes. A l'issue de cette étude, deux sites à fort potentiel pour la réutilisation des eaux seront identifiés. Pour chacun, des scénarios robustes et les configurations techniques associées seront définis, afin de pouvoir passer à la mise en place opérationnelle des projets dans le cadre du programme d'actions du PT3A.

L'objectif est également de faire du bassin Adour Amont et de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées un territoire vitrine de l'économie circulaire de l'eau mêlant évaluation des potentiels, pilotes expérimentaux et approche multi-acteurs.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

#### ARTICLE 1 : Objet de l'accord de consortium

Le présent accord de consortium ("accord") a pour objet :

- de définir les conditions et modalités selon lesquelles les partenaires vont collaborer à la réalisation de l'Étude détaillée en Annexe 1, et portant sur : Stratégie d'économie circulaire de l'eau sur le bassin Adour Amont (titre de l'Étude : projet ADOU'REUSE)
- de fixer les règles de dévolution des droits de propriété des Résultats ;
- de fixer les modalités et conditions d'utilisation et d'exploitation des Résultats.

L'accord est composé du présent document et de ses annexes :

Annexe 1 : Description et modalités de réalisation de l'Étude

Annexe 2 : Conditions financières

qui en font partie intégrante.

Aucune stipulation de l'accord ne pourra être interprétée comme constituant entre les partenaires une entité juridique de quelque nature que ce soit, ni impliquant une quelconque solidarité entre les partenaires.

Les partenaires déclarent que cet accord ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, affectio societatis est formellement exclu.

Aucun partenaire n'a le pouvoir d'engager les autres partenaires ni de créer des obligations à la charge des autres partenaires, en dehors du Mandataire dans le seul cadre de la mission qui lui est confiée et dans la limite des droits qui lui sont conférés ci-après.

#### ARTICLE 2 : Modalités de réalisation de l'Étude

Les modalités de réalisation de l'Étude (moyens mis en œuvre, programme, répartition des parts de l'Étude entre les partenaires, durée et calendrier) sont décrites en Annexe 1.

Chaque partenaire est responsable de l'exécution de sa part de l'Étude décrite en Annexe 1. Chaque partenaire mettra en œuvre les moyens nécessaires pour exécuter sa part de l'Étude.

Chaque partenaire est tenu de faire part aux autres partenaires de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de sa part de l'Étude qui sont susceptibles de compromettre les objectifs de l'Étude. Cette information doit être adressée au Mandataire dans les meilleurs délais.



Les sous-traitants identifiés en Annexe 1 sont considérés comme acceptés par les partenaires. Toute sous-traitance non prévue en Annexe 1 nécessaire à un partenaire pour la réalisation d'une partie de sa part de l'Étude, devra faire l'objet d'une autorisation préalable écrite par les autres partenaires.

Chaque partenaire sera pleinement responsable de la réalisation de la partie de sa part de l'Étude qu'il sous-traitera à un tiers, auquel il imposera les mêmes obligations que celles qui lui incombent au titre de l'accord, notamment concernant la propriété et l'exploitation des Résultats.

Chaque partenaire prendra, dans ses relations avec ses sous-traitants, toutes les dispositions pour acquérir les droits de propriété intellectuelle sur les Résultats générés par ces sous-traitants dans le cadre de l'Étude, de façon à ne pas limiter les droits conférés aux autres partenaires dans le cadre de l'accord.

## 1. ARTICLE 3 : Durée de l'accord

Le présent accord entrera en vigueur à compter de sa signature par le dernier des partenaires et prendra l'effet à la date du jj/mm/aaaa qui est la date du lancement officiel de l'Étude, à condition d'avoir reçu les garanties d'obtention de l'ensemble des financements nécessaires à sa réalisation.

La durée de cet accord est limitée à celle de la réalisation de l'Étude, telle que convenue à l'Annexe 1 sauf à ce qu'il soit résilié dans le respect des conditions prévues à l'Article 7 : « Résiliation » de l'accord, et sans préjudice de la poursuite des obligations devant lui survivre et notamment celles de l'Article 8 : "Propriété et exploitation des Résultats" et de l'Article 9: "Confidentialité - Publications".

## 2. ARTICLE 4 : Gouvernance de l'Étude - Rôle des partenaires

### 4.1. Mandataire et partenaires

Le Mandataire est le représentant des partenaires auprès des financeurs dans le seul cadre de la mission qui lui est confiée ci-après.

La gouvernance de l'Étude est réalisée par le Mandataire et le Comité de Pilotage.

D'un commun accord entre les partenaires, l'EPTB est désigné Mandataire.

Le Mandataire est chargé de :

- diffuser aux partenaires, dans un délai raisonnable pour le bon déroulement de l'Étude, toutes correspondances d'intérêt commun en provenance des financeurs de l'Étude, ou toutes correspondances à destination des financeurs de l'Étude ayant notamment pour objet de leur faire part de toute difficulté rencontrée dans sa réalisation ;
- rassembler et transmettre aux financeurs de l'Étude, selon l'échéancier défini au début de l'Étude, un rapport sur l'état d'avancement de l'Étude, ainsi que, le cas échéant, un rapport final au terme de l'Étude ;
- établir, diffuser et mettre à jour le calendrier général de l'Étude et d'en contrôler l'exécution ;
- tenir à jour la liste des Résultats et des protections s'y rattachant ;
- assurer le suivi des éléments livrables ;
- en cas de difficulté et/ou de divergence entre les partenaires, collecter les propositions de solution émanant de chacun des partenaires, d'en assurer la diffusion entre elles, d'en élaborer éventuellement la synthèse et de veiller à la mise en œuvre de la solution retenue par le Comité de Pilotage.



Chaque partenaire a les obligations suivantes :

- fournir au Mandataire les éléments de réponse relatifs aux demandes éventuelles des financeurs de l'Étude dans les délais impartis ;
- porter à la connaissance du Mandataire l'état d'avancement de sa part de l'Étude, selon la périodicité définie en Annexe 1,
- prévenir sans délai le Mandataire de toute difficulté susceptible de compromettre l'exécution normale de l'Étude,
- transmettre au Mandataire, à sa demande, les éléments nécessaires à l'établissement des rapports périodiques et le cas échéant du rapport final destinés aux financeurs.

#### 4.2. Comité de pilotage

Pour favoriser le bon déroulement de l'Étude, il est créé un Comité de pilotage. Le Comité de pilotage est composé d'un représentant de chaque partenaire. Ces représentants, nommés par les partenaires au sein de leur structure, doivent avoir le pouvoir d'engager les partenaires dans le cadre de l'Étude et l'exécution de l'accord. Ces représentants sont :

Partenaire	Nom et Prénom	Suppléant éventuel
EPTB	<i>A définir</i>	<i>A définir</i>
SEDE		
CA 65	Fabien DAURIAC	Emmanuel ALONSO
CA32	Jean BUGNICOURT	Thierry BAQUE

Les partenaires feront en sorte de porter à la connaissance des autres partenaires par mail tout changement de leurs représentants. Le Comité de pilotage est présidé par le Mandataire.

En outre, les partenaires conviennent que pour certains aspects techniques de l'Étude, le Comité de pilotage pourra faire appel à des tiers experts, pour assister à une ou plusieurs réunions du Comité de pilotage. Ces tiers experts auront un rôle consultatif et ne participeront pas à la prise des décisions par le Comité de pilotage. Un partenaire peut s'opposer à la présence d'un tiers expert n'appartenant pas au personnel d'un autre partenaire s'il y a un conflit d'intérêt entre les activités du partenaire qui s'oppose et celles dudit spécialiste ou de son employeur.

Le Comité de pilotage suit l'exécution de l'accord, tant sur le plan technique que financier, et notamment l'avancement de l'Étude. Il veille au respect des échéances prévues en Annexe 1 et en cas de besoin, décide des solutions en cas de problème d'exécution. Le Comité de pilotage est aussi l'organe de concertation entre les partenaires en cas de difficulté.

Le Comité de pilotage constitue également une instance privilégiée pour la communication entre les partenaires de toutes informations, qu'elles soient de nature technique, scientifique, industrielle, commerciale ou autre, liées à l'Étude.

Toutes les décisions du Comité de pilotage sont prises à l'unanimité de ses membres présents ou représentés. Chacun des partenaires dispose d'une seule voix de même valeur.

Le Comité de pilotage se réunira au moins tous les 9 mois pendant la durée de l'Étude ou à la demande expresse de l'un des partenaires.

Les réunions du Comité de pilotage feront l'objet de comptes rendus rédigés par l'EPTB et transmis à chacun des partenaires dans les quinze (15) jours calendaires suivants la date de la réunion.

Tout compte-rendu est considéré comme accepté par les partenaires si, dans les quinze (15) jours calendaires à compter de son envoi, aucune objection ni revendication n'a été formulée par écrit (courriel ou courrier) par les partenaires.





## ARTICLE 5 : Conditions financières

Le coût de l'Étude et les apports financiers de chaque partenaire sont décrits en annexe 2.

Chaque partenaire a donné mandat à l'EPTB pour percevoir en son nom l'aide des financeurs qui lui revient au titre des actions qu'il mène dans le cadre de l'Étude, au travers de conventions de mandat. L'EPTB reversera aux partenaires la part d'aide qui leur revient selon les modalités des conventions d'aide ou décisions d'aide signées ou notifiées par les financeurs.

Chaque partenaire supportera individuellement le complément de financement nécessaire à l'exécution de sa part de l'Étude.

Toute évolution des conditions financières induite par une éventuelle évolution des parts de l'Étude attribuées aux partenaires induisant une modification des engagements financiers d'un ou plusieurs partenaires devra être acceptée par le ou les partenaires concerné(s) conformément à l'article 4.2.

## ARTICLE 6 : Coopération et règlement des différends

L'Étude n'est viable que par la complémentarité des quatre partenaires. Le partenariat scellé par cet accord ne pourra pas être rompu avant la fin de sa durée, prévue à l'article 3 "Durée", sauf cas de manquement ou de force majeure prévus à l'article 7 "Résiliation".

Les partenaires s'engagent à respecter l'intégralité des termes du présent accord quadripartite. En cas de non-respect de l'accord, les partenaires s'efforceront de régler à l'amiable tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de l'accord, par négociation engagée entre leurs représentants respectifs disposant du pouvoir nécessaire pour régler un tel litige.

A défaut d'accord amiable suite à la négociation entre les partenaires, en application du paragraphe qui précède, dans les quarante-cinq (45) jours calendaires suivant une requête écrite de négociation notifiée par un partenaire aux autres partenaires, le litige sera porté, à l'initiative de la partie la plus diligente, devant la juridiction compétente.

## ARTICLE 7 : Résiliation

### 7.1. Résiliation pour manquement

En cas d'inexécution par l'un des partenaires d'une obligation lui incombant au titre de l'accord, celui-ci pourra être résilié à son égard de plein droit trente (30) jours après envoi d'une mise en demeure adressée par le Mandataire par lettre recommandée avec accusé de réception restée en tout ou partie sans effet à l'issue de ce délai, sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels le partenaire à l'initiative de la résiliation pourrait prétendre.

Sont considérés comme des manquements ouvrant droit à la résiliation de l'accord :

- le non-respect du calendrier et des dates clés ;
- le non-respect des stipulations relatives aux Résultats ;
- le non-respect des stipulations relatives à l'intransmissibilité ;
- le non-respect des conditions convenues à l'Annexe 2 s'agissant des contributions financières.

### 7.2. Résiliation dans le cas d'un événement de force majeure

Chacun des partenaires pourra résilier de plein droit et sans formalité l'accord par lettre recommandée avec accusé de réception dans l'hypothèse où le déroulement de l'Étude serait suspendu pendant plus de soixante (60) jours du fait de la survenance d'un cas de force majeure. La date effective de résiliation sera celle de l'envoi de la lettre recommandée.

### 7.3. Conséquences de la résiliation



En tant que de besoin le Comité de Pilotage se réunira pour convenir du sort des développements, des études et des Résultats déjà réalisés à la date de la résiliation, notamment pour ce qui concerne les conditions relatives à leur propriété et leur exploitation dans le respect des modalités convenues dans l'accord.

## ARTICLE 8 : Propriété et exploitation des Résultats

Les informations et connaissances, et notamment les données, notes, schémas, rapports, sous quelque forme qu'elles soient, et tous les droits y afférents, obtenues ou générées par un ou plusieurs partenaires (ou leur sous-traitants) dans le cadre de l'exécution de l'Étude (désignés les "Résultats") sont la propriété commune des partenaires. Les principes ci-après sont d'ores et déjà convenus pour les Résultats :

- tout Résultat est la copropriété à parts égales des partenaires ;
- les partenaires disposent, sans en faire la demande, d'un droit d'utilisation et d'exploitation gratuit des Résultats pour i) les besoins de la réalisation de l'Étude ; ii) poursuivre les activités de recherche et développement ; iii) toute utilisation ou exploitation en dehors de l'Étude ;
- aucune redevance, rémunération ou indemnisation, ne sera versée par les partenaires aux autres partenaires et/ou aux employés ou agents des autres partenaires pour la production ou l'utilisation / l'exploitation des Résultats.

En tant que de besoin, il est précisé que le droit d'utilisation et d'exploitation susvisé comprend pour chacun des partenaires les droits de reproduire, représenter, adapter, modifier, transformer, faire évoluer, diffuser les Résultats, en vue de leur exercice par tous moyens et procédés, sur tous supports et tous matériaux tant actuels que futurs.

## ARTICLE 9 : Confidentialité - Publications

Les modalités prévues ci-après s'appliquent pendant la durée de l'accord et pendant cinq (5) ans qui suivent son expiration ou sa résiliation :

### 9.1 Confidentialité

Chaque partenaire s'engage à conserver confidentielles les informations qui lui sont communiquées par un autre partenaire ou qui concernent cet autre partenaire, de quelque nature qu'elles soient, et notamment économiques, financières, techniques, commerciales, scientifiques etc., écrites ou orales, et quel que soit leur support ou leur mode de diffusion, auxquelles il pourrait avoir accès au cours de l'exécution de l'accord, à l'exception de celles qui sont i) accessibles au public, ii) connues de lui indépendamment de leur communication et/ou iii) communiquées par un tiers libre d'en disposer, et s'interdit de les divulguer en tout ou partie sauf accord préalable et écrit du partenaire concerné.

Chaque partenaire prendra vis-à-vis de son personnel, de ses collaborateurs ou de ses sous-traitants ayant besoin desdites informations pour exécuter l'accord, toutes les mesures nécessaires pour assurer, sous sa responsabilité, le respect de la confidentialité de ces informations dans les mêmes termes que ceux prévus au présent accord.

### 9.2 Principe de publication

Nonobstant les obligations de confidentialité prévues au paragraphe précédent, les partenaires pourront convenir que certains des Résultats seront rendus publics.

D'une façon générale, les communications publiques/publications relatives à l'Étude mentionneront le concours apporté par chacun des partenaires à l'Étude, sauf avis contraire de l'un d'eux. Les publications scientifiques (articles dans des revues à comité de relecture, présentations dans des congrès scientifiques) se feront sous le nom des partenaires qui ont généré les Résultats publiés, sauf avis contraire de l'un d'eux.



Les communications publiques (orales et/ou écrites) /publications, sur tous types de supports, envisagées par un partenaire et portant sur l'Étude et/ou les Résultats seront soumises au préalable aux autres partenaires qui feront connaître leur accord et/ou leurs observations et les modifications éventuelles qu'elles souhaitent intégrer, dans un délai de deux (2) mois suivant la date de transmission du projet de communication publique/publication. En cas de désaccord sur la communication publique/publication ou son contenu, les partenaires feront leurs meilleurs efforts pour trouver un accord sur les suppressions et/modifications à effectuer que la communication publique/publication envisagée puisse être réalisée.

## 9.2 Utilisation des marques et noms commerciaux

Aucun partenaire au présent accord ne pourra utiliser le nom (ou toute marque verbale, figurative ou semi-figurative) d'un autre partenaire ou de ses sociétés affiliées sans l'accord préalable et écrit de ce dernier.

### ARTICLE 10 : Responsabilités

Durant l'exécution du présent accord, outre l'application des dispositions déclinées dans les articles précédents, chacun des partenaires est responsable des préjudices directs personnels et certains qu'il causerait au partenaire co-contractant, par manquement contractuel par commission ou omission.

Chacun des partenaires s'engage à prendre en charge les assurances nécessaires et suffisantes.

La responsabilité de chaque partenaire en cas de tout manquement contractuel ne pourra être recherchée au-delà d'un montant égal au montant de sa contribution dans l'Étude.

La responsabilité d'un partenaire ne sera soumise à aucune limitation ou exclusion dans les cas de faute lourde, dol, dommages corporels.

### ARTICLE 11 : Données personnelles

Les termes « Responsable de Traitement », « Données à Caractère Personnel », « Traitement » auront le sens donné dans le Règlement (UE) 2016/679 (« RGPD ») et la loi n° 78-17 modifiée (la « Législation en Vigueur sur la Protection des Données à Caractère Personnel »).

Chaque partenaire est l'unique responsable de son propre Traitement des Données à Caractère Personnel et devra l'opérer conformément à la législation en vigueur. Les Traitements respectifs des partenaires demeureront séparés pendant toute la durée de l'accord. Chaque partenaire garantit les autres partenaires en cas de réclamation ou de litige en lien avec le Traitement dont ce premier est responsable.

Chaque partenaire transmettra dans les meilleurs délais à l'autre partenaire toute demande relative au Traitement des Données à Caractère Personnel qu'il recevrait mais qui serait destinée à ce dernier.

Dans le cadre de l'accord, chaque partenaire est amené à collecter et traiter des Données à Caractère Personnel de certains collaborateurs des autres partenaires afin de gérer et suivre la relation contractuelle (la gestion de l'accord, de la comptabilité, et plus généralement de la communication avec l'autre partenaire). Ce Traitement est fondé sur l'exécution de l'accord et le respect des obligations légales. Les Données à Caractère Personnel collectées et traitées dans ce cadre ainsi que l'intégralité du fichier associé seront conservées pendant toute la durée de la relation contractuelle et pendant la durée de prescription applicable (généralement pendant 5 ans). Les Données à Caractère Personnel collectées et traitées ne seront pas transférées en dehors de l'Espace Économique Européen mais pourront être communiquées à des prestataires de service tiers pour exécuter des services d'hébergement, de stockage, de communication, de gestion de bases de données ou encore de maintenance informatique.

Les collaborateurs de chaque partenaire disposent, dans les limites de la Législation en Vigueur sur la Protection des Données à Caractère Personnel, d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité,





d'effacement des Données à Caractère Personnel les concernant et d'un droit de limitation du Traitement. Ils disposent également du droit de faire parvenir des directives spéciales relatives au sort de leurs données après leur décès. Pour exercer ces droits les collaborateurs respectifs des partenaires peuvent adresser leurs demandes :

- pour l'INSTITUTION ADOUR : par email à dpo@alpi40.fr ou par courrier à :  
Agence Landaise Pour l'Informatique, Maison des Communes  
175, place de la Caserne Bosquet  
BP 30069, 40002 MONT DE MARSAN CEDEX
- pour SEDE : par email à [contact de la direction de SEDE concernée par l'accord] ;
- pour la Chambre d'Agriculture des Hautes-Pyrénées : par email à [à compléter par le partenaire] ou par courrier à : [à compléter par le partenaire].
- pour la Chambre d'agriculture du Gers : par email à [à compléter par le partenaire] ou par courrier à : [à compléter par le partenaire].

Si les collaborateurs estiment, après ce contact, que leurs droits sur leurs données ne sont pas respectés, ils peuvent adresser une réclamation à la CNIL.

Chaque partenaire transmettra ces informations à ses collaborateurs dont les Données à Caractère Personnel sont susceptibles d'être traitées dans le cadre de l'accord.

## ARTICLE 12 : Stipulations finales

- i. Pour l'exécution des présentes et de leur suite, y compris pour la notification ou la signification de tous les actes, l'élection de domicile de l'EPTB est à 38 Rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex.
- ii. L'accord exprime l'intégralité des accords conclus entre les partenaires et portant sur le même objet. Il annule et remplace tous autres accords verbaux ou écrits, de quelque nature que ce soit, qui pourraient être intervenus préalablement entre elles et relatifs au même objet.
- iii. Le fait pour l'un des partenaires de ne pas se prévaloir de ses droits à l'occasion d'une violation quelconque des stipulations de l'accord par l'autre partenaire ne saurait être interprété comme une renonciation définitive à se prévaloir de ces droits ultérieurement.
- iv. Toute modification des termes de l'accord devra être établie par un avenant préalable et écrit, signé des partenaires.
- v. Dans l'hypothèse où une ou plusieurs stipulations de l'accord seraient considérées comme nulles ou non opposables par une juridiction compétente, cette stipulation sera supprimée de l'accord et les partenaires feront leurs meilleurs efforts pour la remplacer, sans que la validité ainsi que l'opposabilité des autres stipulations n'en soient affectées.
- vi. L'accord est soumis au droit français.
- vii. Les partenaires conviennent qu'elles pourront choisir d'utiliser un procédé de signature électronique pour la signature de cet accord. Dans ce cas, chaque partenaire convient que la signature de cet accord par un procédé de signature électronique sera valable et engagera les partenaires au même titre qu'une signature manuscrite sur support papier. En outre, les partenaires conviennent que chaque certificat de signature électronique (tel que ce terme est utilisé dans le cadre du procédé de signature électronique susvisé) généré, signé, échangé et conservé dans le cadre de la signature électronique de cet accord aura la même valeur probante devant les juridictions compétentes qu'un écrit signé de façon manuscrite sur support papier.

Fait en 4 exemplaires originaux.



Fait à Paris, le.....

Pour SEDE Environnement,

Fait à Tarbes, le.....

Pour la **Chambre d'Agriculture des Hautes-  
Pyrénées**  
Le Président,

Paul-Antoine SEBBE

Pierre MARTIN

Fait à Auch, le.....

Pour la **Chambre d'Agriculture du Gers**,  
Le Président,

Fait à Mont-de-Marsan, le.....

Pour l'**EPTB Institution Adour**  
le Président,

Bernard MALABIRADE

Paul CARRÈRE







Envoyé en préfecture le 08/12/2022

Reçu en préfecture le 08/12/2022



ID : 040-254002264-20221130-221130H1739H1-DE



## Demande d'aide

**Votre dossier complet devra nous parvenir au plus tard le 30 mars 2022**

### Réutilisation des eaux non conventionnelles

*Ce formulaire concerne les pièces et engagements nécessaires pour permettre l'instruction de votre demande d'aide financière dans le cadre de cet appel à projets (AAP).*

*S'il est donné une suite favorable à votre demande après examen par le comité de sélection de l'AAP, vous recevrez un document attributif d'aide, lequel précisera les pièces nécessaires au versement de l'aide attribuée.*

*L'Agence et les Régions se réservent le droit de vérifier l'exactitude des renseignements et engagements portés sur le présent formulaire lors de l'instruction de l'aide ou après son attribution.*

*Ces vérifications peuvent être effectuées chez le bénéficiaire de l'aide par l'Agence, les Régions ou par toute personne mandatée par elles à cet effet ; elles peuvent également être effectuées sur pièces. Le bénéficiaire s'engage à fournir tout document nécessaire à ces contrôles.*

*L'Agence et les Régions se réservent le droit de réduire le montant de l'aide ou de l'annuler en fonction des résultats de ces contrôles.*

*Pour les projets agricoles où les PDR (Plan de Développement Rural) régionaux s'appliquent, le dossier devra être re-déposé dans le cadre d'un AAP (appel à projets) régional, pour les volets concernés du projet (voir Annexe 1).*

*Merci de conserver la structure du formulaire lors de son remplissage (titre, questions posées, etc.)*



# 1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE DEMANDEUR / PORTEUR DE PROJET

**Raison sociale :** INSTITUTION ADOUR

Adresse, n°, lieu-dit : 38 rue Victor Hugo

Commune : Mont-de-Marsan

Code postal : 40025

Bureau distributeur :

N° SIRET : 254 002 264 000 60

NAF/APE : 42.99Z

**Nom du représentant légal :** Paul CARRERE

Fonction : Président

N° tél : 05 58 46 18 70

Courriel : secretariat@institution-adour.fr

**Nom de la personne contact pour le projet :** URBAN Florian

Fonction : animateur du projet de territoire Adour amont

N° tél : 05 58 46 18 70

Courriel : pt.adouramont@institution-adour.fr

## Lieu d'intervention :

Si les coordonnées du site concerné par les travaux ou études sont différentes de celles du demandeur, préciser le nom, l'adresse et le n° Siret du site :

## Statut Juridique :

- Collectivité territoriale ..... ☐
- Association ..... ☐
- Entreprise ..... ☐
- Etablissement public ..... ☒
- Autre (préciser)..... ☐

**Votre projet est-il réalisé dans le cadre d'une création d'entreprise ? :**

☐ Oui ☒ non

Date de création de l'entreprise : 1978

**Type d'activité :** Etablissement Public Territorial de Bassin

**Capital :** /

**Chiffre d'affaires :** /

**Effectifs salariés au 22/03/2022 :** 29

**Pour les associations :**

N° d'enregistrement Préfecture :

Objet de l'association :

**Pour les industriels :**

- N° d'établissement référencé par l'Agence :

- Etes-vous soumis au Suivi Régulier des Rejets (SRR)

OUI ☐ NON ☐ Sans objet ☐

Si oui, votre SRR a-t-il été validé par l'agence ?

- A quel régime est soumis l'établissement où sera réalisée l'intervention ?

si autorisation ou enregistrement: préciser les arrêtés en vigueur

Etes-vous soumis à la Directive IED

OUI ☐ NON ☐ Sans objet ☐

Si oui, BREF de référence :

- Faites-vous l'objet d'une mise en demeure ?

OUI ☐ NON ☐

Si oui : date d'application de la mise en demeure :

- Type d'activité de l'établissement :

- Nombre de jours d'activités par an :

- Délocalisation de l'entreprise :

OUI ☐ NON ☐

- Evolution de la production :

OUI ☐ NON ☐

- Si oui, Préciser les évolutions :

## 2. RESUME DU PROJET

**Acronyme :** ADOU'REUSE**Intitulé complet :** Stratégie d'économie circulaire de l'eau sur le bassin Adour Amont**Localisation du projet :** Bassin de l'Adour en amont d'Aire-sur-l'Adour (périmètre PT3A), et communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées**Durée du projet et dates de démarrage et de fin prévisionnelles :** 18 mois

**Résumé (5 à 10 lignes) :** L'objectif du projet ADOUREUSE est d'établir une **stratégie d'économie circulaire de l'eau** sur le bassin Adour amont et la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, un territoire en déficit quantitatif notoire sur lequel le Projet de territoire Adour amont est en cours d'élaboration. La réutilisation des eaux est un des leviers permettant de mobiliser une nouvelle ressource en eau, sécurisant ainsi les approvisionnements des usagers, tout en participant à l'amélioration de la qualité des ressources conventionnelles en limitant le rejet de charges polluantes. A l'issue de cette étude, deux sites à fort potentiel pour la réutilisation des eaux auront été identifiés.



Pour chacun, des scénarios robustes et les configurations techniques associées seront définis, afin d pouvoir passer à la mise en place opérationnelle des projets.

L’objectif est de faire du bassin Adour Amont et de la CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées un territoire vitrine de l’économie circulaire de l’eau mêlant évaluation des potentiels, pilotes expérimentaux et approche multi-acteurs.

**Total des dépenses :**

Projet GT1 → GT4-A	Projet GT1 → GT4-B
118 460,60 € HT	161 447,08 € HT

**Aide demandée :**

Projet GT1 → GT4-A				Projet GT1 → GT4-B			
Partenaire	Budget	Taux d'aide maximum	Montant d'aide maximum	Partenaire	Budget	Taux d'aide maximum	Montant d'aide maximum
Institution Adour	19 308,00 €	80%	15 446,40 €	Institution Adour	24 051,60 €	80%	19 241,28 €
SEDE Environnement	97 790,00 €	50%	48 895,00 €	SEDE Environnement	138 802,00 €	50%	69 401,00 €
CA32	6 829,20 €	80%	5 463,36 €	CA32	7 053,84 €	80%	5 643,07 €
CA65	13 841,40 €	80%	11 073,12 €	CA65	15 591,24 €	80%	12 472,99 €
TOTAL	118 460,60 €		65 431,48 €	TOTAL	161 447,08 €		87 517,06 €

**Consortium :**

Les partenaires impliqués dans le projet sont décrits dans la figure suivante.

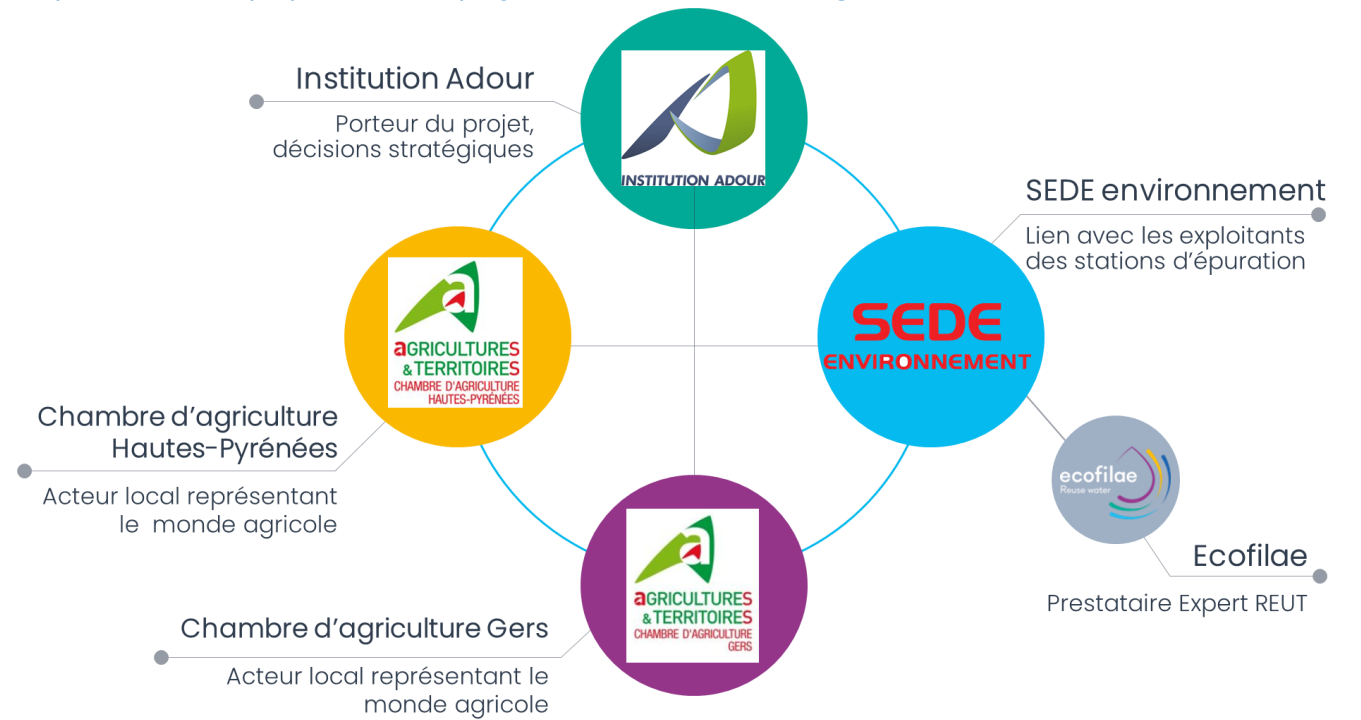


Figure 1 : Partenaires du projet

**Institution Adour (porteur du projet) :**

L’Institution Adour est un syndicat mixte ouvert constitué historiquement par les 4 conseils départementaux du bassin de l’Adour (Hautes-Pyrénées, Gers, Landes et Pyrénées-Atlantiques) pour gérer le fleuve Adour de sa source à l’embouchure. L’Institution Adour a aujourd’hui le statut juridique d’Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB), qui a été reconnu par la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003.



L'Institution Adour, en tant que chef de file et maître d'ouvrage sur le bassin, intervient sur des problématiques telles que la ressource en eau, la lutte contre les inondations, la qualité des eaux superficielles, la protection et la gestion des milieux aquatiques et plus généralement la mise en place d'une gestion intégrée de l'eau.

Dans le cadre de sa mission de gestion quantitative de la ressource, l'Institution Adour est propriétaire de 22 réservoirs sur le bassin versant de l'Adour, permettant le soutien d'étiage (maintien de débits suffisants dans les cours d'eau pour la vie aquatique et les milieux) et usages variés sur les cours d'eau.

L'IA (Institution Adour) accompagne et améliore la gestion de l'eau avec notamment l'organisation de commissions de gestion, une tarification binôme appliquée dans le cadre des réalimentations par les réservoirs et l'équipement de prises d'eau de canaux sur l'Adour.

Par ailleurs, l'Institution Adour est la structure porteuse du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Adour Amont, approuvé le 19 mars 2015, et anime sa mise en œuvre. Le volet quantitatif de ce SAGE reprend en grande partie le PGE (Plan de Gestion des Etiages) de l'Adour Amont, lui aussi porté par l'Institution Adour, et vise le retour à un équilibre quantitatif durable.

Enfin, l'Institution Adour porte et anime depuis la fin de l'année 2017 le Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau sur l'Adour en amont d'Aire (PTGE). Ce projet vise à définir un plan d'actions à même de résoudre le déséquilibre quantitatif important en amont d'Aire-sur-l'Adour en impliquant l'ensemble des acteurs et usagers de l'eau du territoire. Ce projet est étroitement lié au SAGE Adour Amont puisque la Commission Locale de l'Eau (CLE) est au cœur du dispositif mis en place et que le PTGE peut être assimilé à un outil de déclinaison du SAGE.

### **SEDE Environnement (partenaire) :**

SEDE Environnement, pôle agronomique du groupe Veolia, est depuis 1976 un acteur de l'économie circulaire dans les territoires, à l'interface des activités industrielles et urbaines et du monde agricole.

Depuis sa création SEDE assure la valorisation des effluents des agro-industries en agriculture par fertirrigation. Les activités de SEDE se sont au fil des années diversifiées et aujourd'hui SEDE agit auprès des industries et des collectivités productrices de boues d'épuration ou de déchets organiques et minéraux pour assurer leur valorisation, par valorisation agricole directe, compostage ou méthanisation.

SEDE Environnement est certifiée ISO 9001 pour l'ensemble de ses activités (conception et vente de prestations de services et de matières fertilisantes /traitement, recyclage, valorisation énergétique, élimination de déchets ou sous-produits industriels et urbains / fabrication de matières fertilisantes) et ISO 14001 pour ses plateformes de compostage. Trois filières ont de plus obtenu la certification de services selon le référentiel filière épandage agricole de MFR (Matières Fertilisantes Recyclées). Le département "Unité de Traitement des Liquides" dispose de la Certification MASE pour ses activités suivantes d'Installation, de Maintenance, de Curage, de Déshydratation des boues liquides et de Recyclage agricole d'eaux issues de process de fabrication.

Depuis 2017, SEDE assure la coordination du projet SmartFertiReuse, qui a pour but de développer un service complet, et innovant pour accompagner à la fois le monde agricole et les collectivités dans une valorisation des eaux traitées et une gestion optimale de l'eau et des fertilisants.

Il s'agit d'un projet expérimental mis en œuvre à partir de la station d'épuration de Aureilhan sur une durée de 4 ans à partir d'octobre 2017 et jusqu'au 31 décembre 2021, construit avec des partenaires industriels (POLYMEM, Bio-UV), start-up (Ecofilae) et scientifiques experts de plusieurs laboratoires INRAE (anciennement Irstea G-Eau, INRA EMMAH, INRA AgroParisTech).

Implanté avec l'autorisation du Syndicat d'assainissement, propriétaire de la station d'épuration, puis de l'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées compétente à partir du 1er janvier 2020, ce projet associe des agriculteurs ainsi que la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles des Hautes-Pyrénées (FDSEA 65) et la Chambre d'agriculture des Hautes-Pyrénées.

### **Chambres d'agriculture des Hautes-Pyrénées et du Gers (partenaires) :**



Les Chambres d'Agriculture sont des établissements publics professionnels dont les membres sont élus au suffrage universel. Elles sont composées majoritairement d'agriculteurs, mais aussi de représentants des salariés et des organisations agricoles.

Elles ont pour mission première de représenter le monde agricole et rural et d'en assurer la promotion auprès de l'Etat, des responsables politiques, des collectivités territoriales. Cette mission se concrétise à travers les avis et délibérations de l'assemblée des élus, les expertises politiques publiques, les propositions de stratégies de développement agricole ou d'aménagement rural.

Établissement de proximité, les Chambres d'Agriculture élaborent et mettent en œuvre seule ou conjointement avec des partenaires, des programmes d'intérêt général au service des entreprises agricoles et du développement des territoires. Prenant en compte la diversité des agricultures locales, elles conduisent de nombreuses missions d'expertise, d'animation, de conseil, de recherche-développement, de formation et de communication.

### **ECOFILAE (sous-traitant de SEDE Environnement) :**

Ecofilae est une société indépendante et innovante disposant d'une expertise reconnue en France et à l'international dans le domaine de **l'Economie Circulaire de l'Eau (ECE)** et en particulier sur celui de la **réutilisation des eaux traitées (REUT)** de toutes origines, ainsi que sur la gestion des eaux et sols salés.

Ecofilae propose depuis 2009 du conseil et des formations destinés à l'ensemble des acteurs des secteurs public et privé, notamment les industries agroalimentaires, de la chimie, du pétrole et du gaz. Ecofilae porte des innovations digitales et technologiques.

Ecofilae est aussi un référent identifié au sein des groupes de travail français, européens et ISO, pour l'élaboration de la réglementation spécifique REUT.

Le Tableau 1 ci-dessous regroupe l'ensemble des partenaires associés au projet et les coordonnées des points de contact.

*Tableau 1 : Les partenaires du projet : points de contact*

Partenaires	Raison sociale	Adresse	Personne contact Courriel
<b>Porteur de projet</b>	Institution Adour	38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan	Florian URBAIN <a href="mailto:pt.adouramont@institution-adour.fr">pt.adouramont@institution-adour.fr</a>
<b>Partenaires économiques</b>	SEDE environnement	1 rue de la Fontainerie CS 60175 62003 Arras Cedex	Maelenn POITRENAUD <a href="mailto:maelenn.poitrenaud@sede.fr">maelenn.poitrenaud@sede.fr</a>
	Chambre d'Agriculture des Hautes-Pyrénées	20 place du foirail 65917 Tarbes Cedex 9	Fabien DAURIAC <a href="mailto:f.dauriac@hautes-pyrenees.chambagri.fr">f.dauriac@hautes-pyrenees.chambagri.fr</a>
	Chambre d'Agriculture du Gers	3 chemin de la Caillaouère CS 70161 32003 AUCH Cedex	Thierry BAQUE <a href="mailto:t.baque@gers.chambagri.fr">t.baque@gers.chambagri.fr</a>
<b>Sous-traitants</b>	ECOFILAE	650 rue Louis Lépine 34000 Montpellier	Nicolas CONDOM <a href="mailto:nicolas.condom@ecofilae.fr">nicolas.condom@ecofilae.fr</a> Rémi DECLERCQ <a href="mailto:remi.declercq@ecofilae.fr">remi.declercq@ecofilae.fr</a>

Opération liée à une démarche territoriale (type SAGE, contrat de rivière, PAT, PTGE, PGRE ou tout autre contrat avec l'Agence de l'eau) : OUI ☒ NON ☐

Si oui, préciser le nom de la démarche territoriale : Projet de territoire pour la gestion de l'eau sur l'Adour en amont d'Aire (PT3A)

Pour des travaux, une étude préalable a-t-elle été menée ?

OUI ☐ NON ☒

Envoyé en préfecture le 08/12/2022

Reçu en préfecture le 08/12/2022



ID : 040-254002264-20221130-221130H1739H1-DE

### 3. DESCRIPTION DETAILLEE DU PROJET

#### Description du territoire et/ou des sites du projet :

- 1) Description générale (périmètre, contexte, milieux, origines et usages de l'eau, volumes concernés ...)

Le périmètre du projet, illustré sur la Figure 2 ci-après, comprend le bassin de l'Adour en amont d'Aire-sur-l'Adour (périmètre PT3A), ainsi que la partie du territoire de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (CA-TLP), au-delà du périmètre du PT3A. La CA-TLP est localement un maître d'ouvrage moteur sur les questions de REUT, avec notamment le projet en cours à Aureilhan et le souhait affiché de promouvoir ces solutions. Cette étude est une opportunité saisie par cette collectivité pour étudier les potentialités de mise en œuvre opérationnelle de projets de réutilisation des eaux sur son territoire.

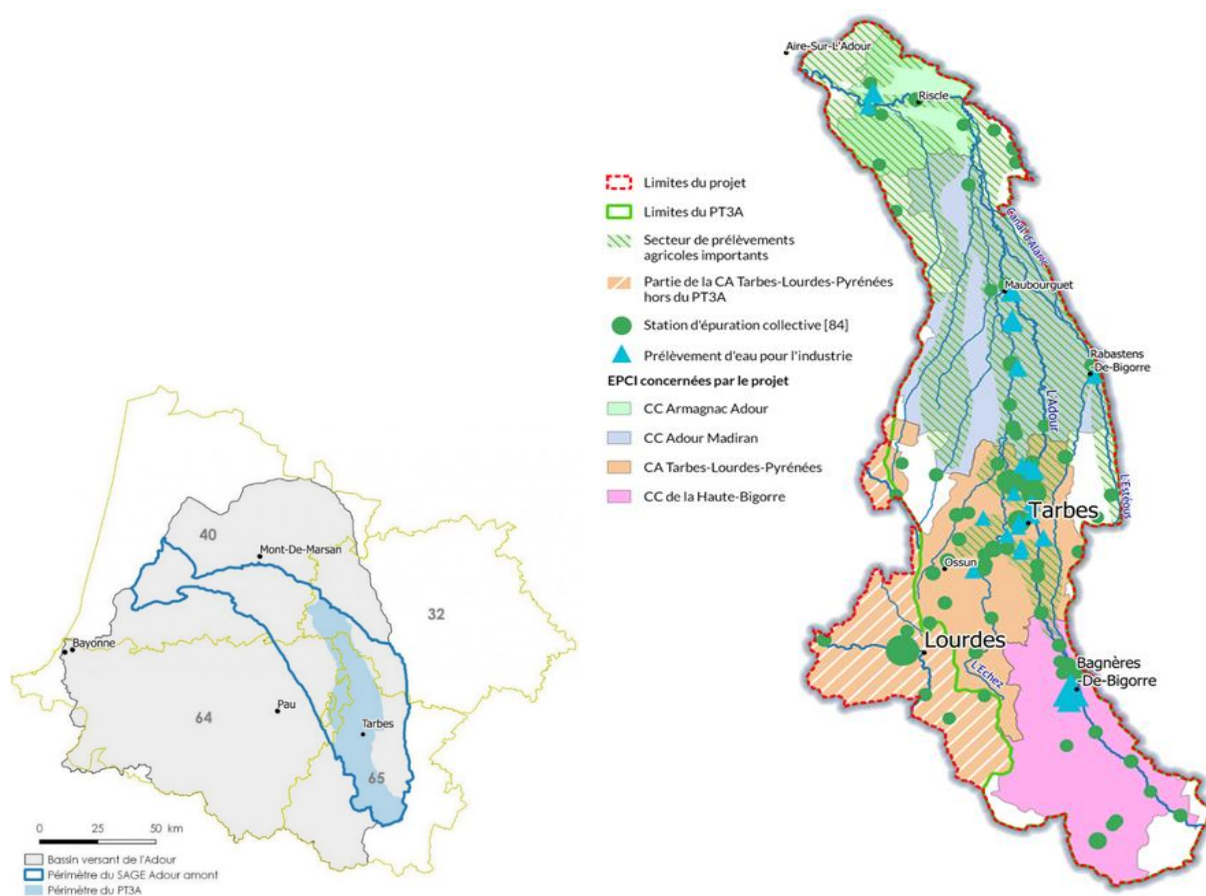


Figure 2 : Périmètre du projet

Au total **51 stations d'épuration (STEP) collectives publiques** sont recensées sur le territoire d'étude, représentant un potentiel total de **357 000 EH** et **54 000 m<sup>3</sup>/j**, soit **19,6 Mm<sup>3</sup>/an**. Ces STEP sont réparties comme suit :

- 46 STEP sont situées sur le bassin Adour Amont, représentant un total d'environ 245 000 EH et **13,6 Mm<sup>3</sup>/an**.
- Parmi elles, 19 sont situées également dans la CA-TLP, auxquelles s'ajoutent 6 STEP supplémentaires situées hors bassin mais dans la CA-TLP. Au total, cela représente un potentiel d'environ 287 000 EH et **14 Mm<sup>3</sup>/an**.

Enfin, notons que parmi les STEP du périmètre, seules 4 ont une capacité supérieure à 10 000 EH, toutes appartenant par ailleurs à la CA-TLP :

- Lourdes (109 400 EH et 16 000 m<sup>3</sup>/j) ;
- Tarbes-Ouest (53 300 EH et 6 900 m<sup>3</sup>/j) ;

- Aureilhan (45 000 EH et 3 900 m<sup>3</sup>/j) ;
- Tarbes-Est (45 000 EH et 5 400 m<sup>3</sup>/j) ;

Il existe **144 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)** sur le territoire d'étude, la majorité étant concentrées dans l'agglomération de Tarbes.

Les volumes en eau prélevés sur le territoire du bassin Adour Amont représentent en moyenne chaque année **55 Mm<sup>3</sup>** et sont illustrés sur la Figure 3 suivante.

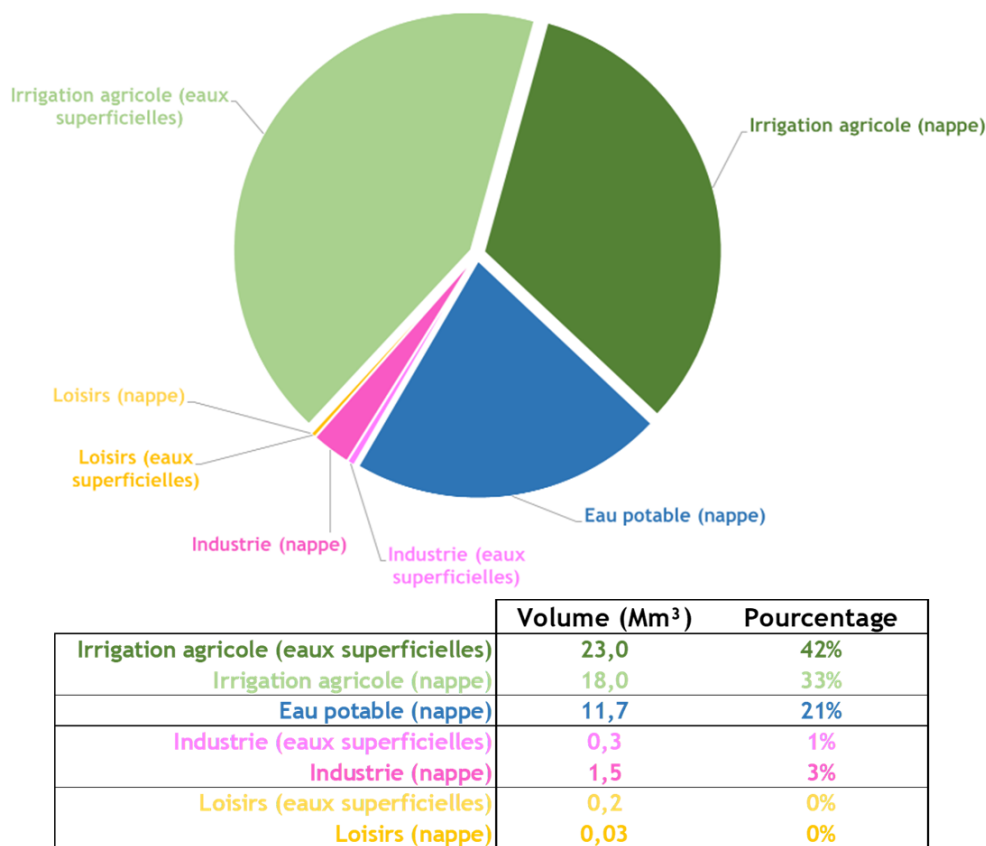


Figure 3 : Répartition des volumes prélevés par usage sur le territoire d'étude

Le territoire du PT3A peut être découpé en trois sous-territoires : un secteur amont montagnard et forestier, un secteur plus fortement urbanisé englobant Tarbes et son agglomération, et enfin le territoire de plaine orienté vers l'agriculture entre Tarbes et Aire-sur-l'Adour.

La nappe de l'Adour est une ressource conséquente de ce bassin alors même qu'elle s'étend jusqu'à Dax. Son volume total est estimé à **660 Mm<sup>3</sup>**, et elle est fortement sollicitée par de nombreux usages (irrigation agricole, eau potable, industrie) sans que cela n'affecte jusqu'à présent son niveau interannuel.

Néanmoins, au regard de la multiplicité des usages du territoire, les ressources naturelles ne suffisent pas à tenir les objectifs règlementaires en période de tension. Des retenues de diverses capacités et pour des usages variés viennent compléter l'hydrologie naturelle pour permettre de concilier les pics de besoin et la disponibilité de la ressource.

En 2017, la surface agricole utile couvre 60% de la surface du territoire, avec essentiellement du maïs (majoritairement irrigué) et des prairies. Les prélèvements pour l'irrigation varient d'une année à l'autre en fonction des conditions hydro-climatiques, mais constituent la majorité des prélèvements en eau sur le territoire. D'autres besoins pourront apparaître comme cela commence à être le cas pour la vigne, le blé ou le tournesol. La demande en eau pour l'irrigation va augmenter bien qu'il soit encore difficile d'estimer l'ampleur de cette augmentation. Par conséquent, il est probable qu'à l'avenir, sans résorption durable du déséquilibre quantitatif, les restrictions d'usages soient plus fréquentes et plus longues, ce qui aurait pour effet de fragiliser des exploitations déjà précaires et ainsi de déstabiliser le tissu économique et social des secteurs ruraux de ce territoire.





Les enjeux liés à l'eau potable se distinguent suivant les secteurs et sont particulièrement marqués en zone de montagne du fait des contraintes structurelles et de l'organisation de la gouvernance même si la ressource y est actuellement abondante. Les zones urbaines et de plaine présentent un fonctionnement structuré et interconnecté avec d'autres territoires mais des risques de conflits d'usages, principalement liés à la qualité et à l'unicité de la ressource, peuvent exister.

- 2) Enjeux liés à l'eau sur le territoire (niveau de pression sur la ressource en eau, enjeux multi-usages, résolution de conflits, développement économique, démonstration d'une solution innovante, etc.)

D'un point de vue quantitatif, **le bassin amont de l'Adour est largement déficitaire** (périmètres élémentaires 221 et 222). Les étiages sont sévères et ne permettent pas de respecter les débits réglementaires fixés par le SDAGE, dont l'objectif est l'équilibre entre les usages et le fonctionnement des milieux aquatiques.

Le déficit identifié dans le PGE (Plan de Gestion des Etiages) réalisé en 2012 est de 15.3 Mm<sup>3</sup>/an en amont d'Aire-sur-Adour (avant construction du réservoir de la Barne – 1 Mm<sup>3</sup>). Le point nodal basé à Aire-sur-Adour amont a un DOE (Débit d'Objectif d'Etiage) associé de 4.5 m<sup>3</sup>/s, ce qui correspond au débit minimum répondant à un équilibre entre les usages et les besoins du milieu. Ce débit d'objectif est régulièrement franchi, ce qui entraîne la mise en place de **mesures de restrictions d'usage de la ressource**.

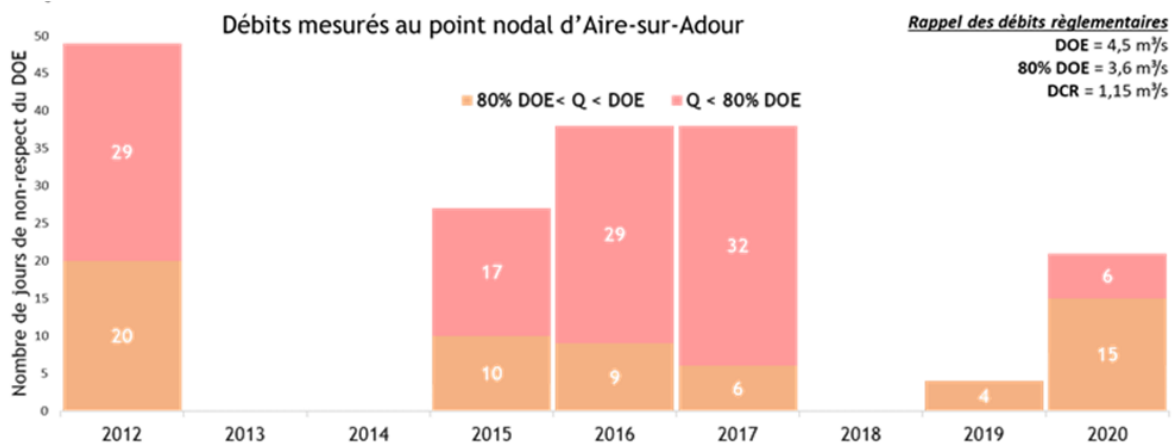


Figure 4 : Débits mesurés au point nodal d'Aire-sur-l'Adour

Ce déséquilibre a été confirmé par une étude « bilan besoins-ressources » réalisée en 2020 dans le cadre du projet de territoire pour la gestion de l'eau sur l'Adour en amont d'Aire (PT3A). **Le déséquilibre actualisé est de 14 Mm<sup>3</sup>/an actuellement et les projections à 2050, si aucune action n'est menée, porte ce déséquilibre aux environs de 30 Mm<sup>3</sup>/an.**

D'un point de vue qualitatif, certaines **stations de traitement des eaux usées** présentes sur le territoire ont un **impact avéré sur le milieu** à certaines périodes durant l'étiage. C'est le cas notamment de certaines stations de taille moyenne rejetant leurs effluents dans des affluents de l'Echez ayant une hydrologie particulièrement faible.

D'autre part, la station d'épuration de Tarbes Est a déjà nécessité du soutien d'étiage via les réservoirs situés en amont de l'Adour afin d'assurer la dilution nécessaire pour ne pas impacter le milieu aquatique. Cette situation témoigne d'une certaine inadéquation entre les niveaux de rejet et les capacités naturelles du milieu à traiter la charge polluante.

Ainsi, il n'est pas rare durant l'été qu'apparaissent des tensions autour de la gestion de l'eau à travers les différents usages qui existent sur ce territoire. Que cela soit pour l'alimentation en eau potable, pour un besoin de dilution des rejets d'assainissement, de l'irrigation agricole ou bien du milieu naturel, les enjeux d'une gestion plus équilibrée de la ressource sont réels.

Le volet quantitatif du SAGE reprend le PGE de 2012, incluant ainsi les différents types de mesures prévues dans celui-ci (économies d'eau, mobilisation de nouvelles ressources, etc...). Ces mesures



sont également discutées dans le cadre du PT3A qui inclura nécessairement des actions d'économie d'eau, de changements de pratiques et de meilleure gestion de la ressource en eau. Parmi les leviers d'actions discutés à ce stade, la réutilisation des eaux usées traitées apparaît comme envisageable et même souhaitable par une large partie des acteurs de la concertation.

### 3) Diagnostic de l'état initial du site

## Autres études préalables intégrant la REUT sur le territoire ?

### **Le projet SmartFertiReuse**

Le projet SmartFertiReuse, piloté par SEDE, filiale de Veolia, a été lancé au sein d'un consortium de partenaires académiques (INRAE, UMR G-EAU Montpellier, UMR EMMAH Avignon, AgroParisTech Paris-Versailles) et industriels (SEDE, Veolia Recherche & Innovation, Veolia Eau France, BIO-UV, ECOFILAE et POLYMEM). Porté par les pôles Aqua-Valley et Agri Sud-Ouest Innovation, le principal objectif est de concevoir un service complet et innovant pour accompagner les acteurs du monde agricole et les collectivités locales dans la gestion des eaux résiduaires traitées et des fertilisants, en se basant sur une nouvelle approche : la fertirrigation (apport de fertilisants liquides dans l'eau d'irrigation). Cette approche doit permettre d'une part de lutter contre le stress hydrique en profitant de la ressource additionnelle que représente l'eau usée traitée, et d'autre part d'augmenter le revenu des agriculteurs qui utiliseraient pour l'irrigation une eau répondant aux besoins nutritifs de la plante (nécessite de modéliser les besoins en eau et en azote de la culture), et de qualité maîtrisée (via un système automatisé comprenant des capteurs novateurs connectés, pilotés par des algorithmes calibrés, en sortie de station d'épuration).

Le Lot 6 du projet SmartFertiReuse implique SEDE, ECOFILAE et différents acteurs du territoire dont Institution Adour et la Chambre d'Agriculture 65. Bien que le site d'étude soit limité à la STEP d'Aureilhan, le lot 6 du projet consiste à évaluer la rentabilité économique des solutions de réutilisation des eaux et ses impacts environnementaux, via respectivement des approches d'analyses coûts bénéfices (ACB) et d'analyses de cycle de vie (ACV).

### 4) Mesures d'économies d'eau existantes

Face au constat des forts enjeux qualitatifs et quantitatifs sur les ressources en eau, des actions ont été mises en place pour gérer au mieux la ressource et éviter les tensions sur le milieu et les usagers. Parmi les moyens actuellement déployés sur le territoire de l'Adour amont, les plus importants sont les suivants :

### Gestion de la ressource en eau :

- Des comités de gestion tout au long de la saison de basses eaux impliquant tous les acteurs concernés afin de mobiliser plus efficacement les ressources naturelles et stockées.
- Inventaire des canaux du Gers et des Hautes-Pyrénées pour améliorer la connaissance du système Adour amont. Cela permet de dériver la ressource des cours d'eau uniquement sur les endroits où cela est nécessaire et connaître les réseaux les plus sollicités pour améliorer la prise d'eau.
- Équipement de stations de mesure de débit et de prises d'eau sur les canaux pour une gestion plus fine du réseau hydrographique.
- Sécurisation et fiabilisation des points de mesure (exemple : équipement de prises d'eau de canaux avec des vannes télé-gérées).
- Mobilisation de nouvelles ressources (réservoir de la Barne en 2015, aménagement de la gravière de Vic-en-Bigorre).
- Conservation d'un point nodal unique à Aire-sur-l'Adour sur ce territoire afin d'arriver à une cohérence de gestion sur tout l'Adour amont.
- Gestion différenciée sur l'Echez depuis 2018 afin d'éviter les assecs sur ce bassin.





### **Optimisation de l'irrigation agricole :**

- Émission de bulletins d'irrigation régulièrement pendant la campagne agricole pour évaluer le volume d'eau nécessaire à leur culture au moment considéré. Ces bulletins se basent notamment sur un réseau de parcelles de références permettant d'évaluer le besoin d'irrigation en cours de saison.
- Suivi de l'humidité des sols à l'aide de sondes tensiométriques à la parcelle (conseil individuel). Ainsi, l'irrigant connaît mieux les besoins réels de ses cultures et prélève la juste quantité d'eau.
- Arrêt progressif de l'irrigation des grandes cultures par submersion (fin en 2021). Cette pratique est en effet plus gourmande en eau que l'irrigation par aspersion.
- Mesures anticipatrices des arrêtés de crise (protocole de gestion Adour amont), tours d'eau volontaires, sous l'égide de l'Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC) de prélèvements agricoles IRRIGADOUR. Cela permet de décaler voire d'éviter les mesures de restriction réglementaires.
- Information directe et constante des irrigants via un système de SMS et de mails. Le gestionnaire du soutien d'étiage peut ainsi anticiper les pics de prélèvements dans le milieu et ajuster le plus finement les lâchers des réservoirs en évitant ainsi les variations trop brutales de débits (efficacité de gestion).
- Conseil et promotion de matériel hydro-économe (Chambres d'agriculture).

### **Équipement industriels et amélioration des réseaux :**

- Équipement de la pisciculture de Riscle afin de fonctionner avec jusqu'à 80 % de recirculation sur de courtes périodes et ainsi moins prélever d'eau.
- Optimisation du circuit de lavage des sables et graviers des sites d'extraction de granulats afin de baisser la quantité d'eau nécessaire à cette activité.
- Lutte contre les fuites des réseaux d'alimentation en eau potable, principalement dans les différentes zones urbaines (Tarbes, Bagnères-de-Bigorre, ...)

5) Conclusions de l'étude préalable pour des travaux (fournir un exemplaire de l'étude)

Non applicable.

## Description complète du projet et de ses finalités :

- 1) Finalité(s) recherchés par le projet (objectifs chiffrés d'économie, réduction de pollution visés par rapport à la situation de référence) et bénéfices (sur la ressource en eau, environnementaux, économiques, scientifiques et techniques, sociétaux...) :

Le projet ADOUREUSE a pour objectif de **développer des pratiques durables d'économie circulaire de l'eau** sur le territoire du bassin Adour en amont d'Aire-sur-l'Adour et sur le territoire de la CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées pour :

- Mobiliser de nouvelles ressources en eau sur le territoire et ainsi pallier une partie du déficit quantitatif du territoire et sécuriser les approvisionnements en eau pour l'irrigation agricole.
- Réduire les rejets de stations d'épuration dans le milieu naturel, et ainsi participer à l'amélioration de la qualité des ressources conventionnelles ;
- Identifier les sites propices à la mise en place d'un ou plusieurs sites opérationnels démonstrateurs et répliquables ;
- Créer une communauté d'acteurs sur le territoire ambassadrice de la réutilisation des eaux ;
- Faire du bassin Adour Amont et de la CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées un territoire vitrine sur les approches REUT mêlant évaluation des potentiels, pilotes expérimentaux et acteurs.

La démarche adoptée est la suivante :

- Une approche à l'échelle du bassin versant afin d'intégrer l'ensemble des contraintes et enjeux locaux sur la ressource en eau, et ainsi d'optimiser les stratégies, les scénarios et les filières techniques proposés à l'échelle du territoire ;
- Une étude exhaustive intégrant le multi-sources (ressources conventionnelles de surface et souterraines, eaux usées traitées domestiques issues de stations collectives et individuelles, eaux d'origine industrielle...) et le multi-usages (agriculture, industries, autres usages publics...) ;

A l'échelle du bassin Adour-Amont, **37 000 m<sup>3</sup>/j** d'eau traitées sont potentiellement réutilisables, soit environ **13.5 Mm<sup>3</sup>/an**, tandis que le déficit actuel identifié sur ce territoire est de l'ordre de **14 Mm<sup>3</sup>/an**. Les volumes en question sont donc peu ou prou les mêmes, et la réutilisation des eaux apparaît comme une piste sérieuse pour pallier en partie au manque d'eau du territoire.

La Figure 5 ci-après résume les gisements et usages considérés dans cette étude.

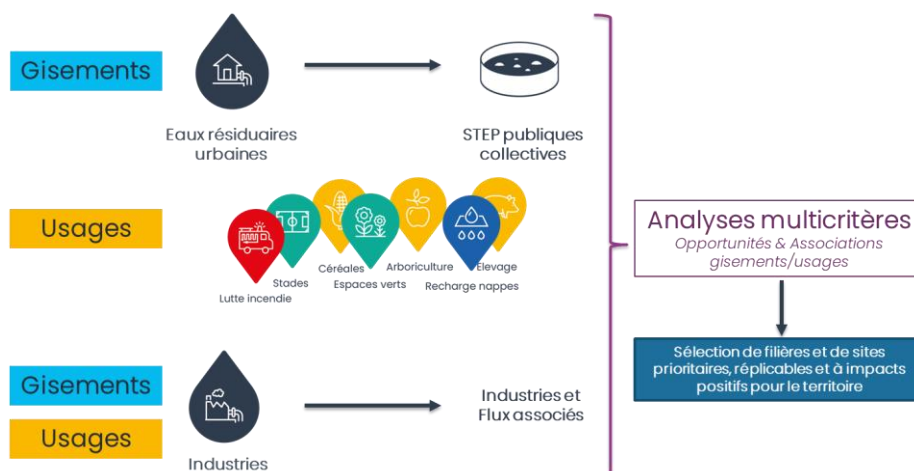


Figure 5 : Approche adoptée pour l'étude

- 2) Justification de la (ou des) solution retenue :

Dans le cadre de la concertation du projet de territoire Adour amont, toutes les solutions possibles sont envisagées pour répondre durablement au déséquilibre quantitatif estimé sur ce bassin. Parmi



ces solutions, nous avons collectivement convenu que la réutilisation des eaux usées traitées semblait être un levier intéressant. Cependant, nous n'avons pas pu approfondir cette thématique car nous manquons d'éléments pour nous orienter vers un ou plusieurs sites appropriés.

Ainsi, la première étape pour notre territoire est de mener une étude stratégique d'opportunités afin de :

1. Cibler les sites opérationnels à fort impact ;
  2. Discuter et co-construire un projet cohérent avec les différentes parties prenantes ;
  3. Evaluer le potentiel global afin d'anticiper le potentiel de la REUT à l'échelle du bassin (et l'intérêt ou pas de poursuivre/creuser la REUT).
- 3) Pour un projet de recherche et ou d'innovation, état de l'art (donner un état de l'art succinct en termes scientifiques et technologiques ; positionner le projet par rapport autres projets connus ou en cours) et justification du caractère innovant (de quel type d'innovation s'agit-il (innovation technologique, de pratiques, de gouvernance, économique, sociale...) ?

Le projet ADOUREUSE se distingue via **plusieurs aspects innovants**. En effet, il n'existe pas à ce jour en France (à la connaissance d'ECOFILAE et de la SEDE, experts sur le sujet de la réutilisation des eaux) d'étude sur la thématique de l'économie circulaire de l'eau :

- Qui intègre, combine et analyse (au travers d'outils innovants développés spécifiquement dans le cadre de ce projet) de manière comparative et aussi large **le multi-source** (ressources conventionnelles de surface et souterraines, eaux usées traitées domestiques issues de stations collectives et individuelles, eaux d'origine industrielle...) **et le multi-usage** (agriculture, industries, élevages, lutte incendie, espaces verts...) sur un même territoire.
  - Qui ait été menée **à l'échelle d'un bassin versant**. A ce jour, des études d'opportunités et de faisabilité sont menées à l'échelle d'un site défini (ex : 1 station et 1 usage). L'approche par bassin versant est nécessaire pour intégrer d'une part le multi-source et le multi-usage comme un « ensemble » réparti sur un même territoire, l'ensemble des acteurs, publics et privés, impliqués dans la gestion de l'eau, et d'autre part l'ensemble des contraintes et enjeux locaux sur la ressource en eau. Cette démarche permet ainsi une optimisation des stratégies, des scénarios et des filières techniques proposées à l'échelle du territoire.
- 4) Description détaillée du projet (éléments de méthodologie, moyens, travaux) : utiliser au maximum des schémas, synoptiques, plans pour faciliter la compréhension. Préciser, si applicable, les résultats de calculs et de dimensionnement, les moyens prévus pour la mise en œuvre du projet, les consommations énergétiques, les coûts d'exploitation et de maintenance, les résultats d'analyse d'impact environnemental, etc. Coût de l'investissement de référence ou scénario contrefactuel pour les industriels et acteurs économiques.

Le projet se décline en 6 groupes de travail (GT), illustrés sur la figure ci-après.

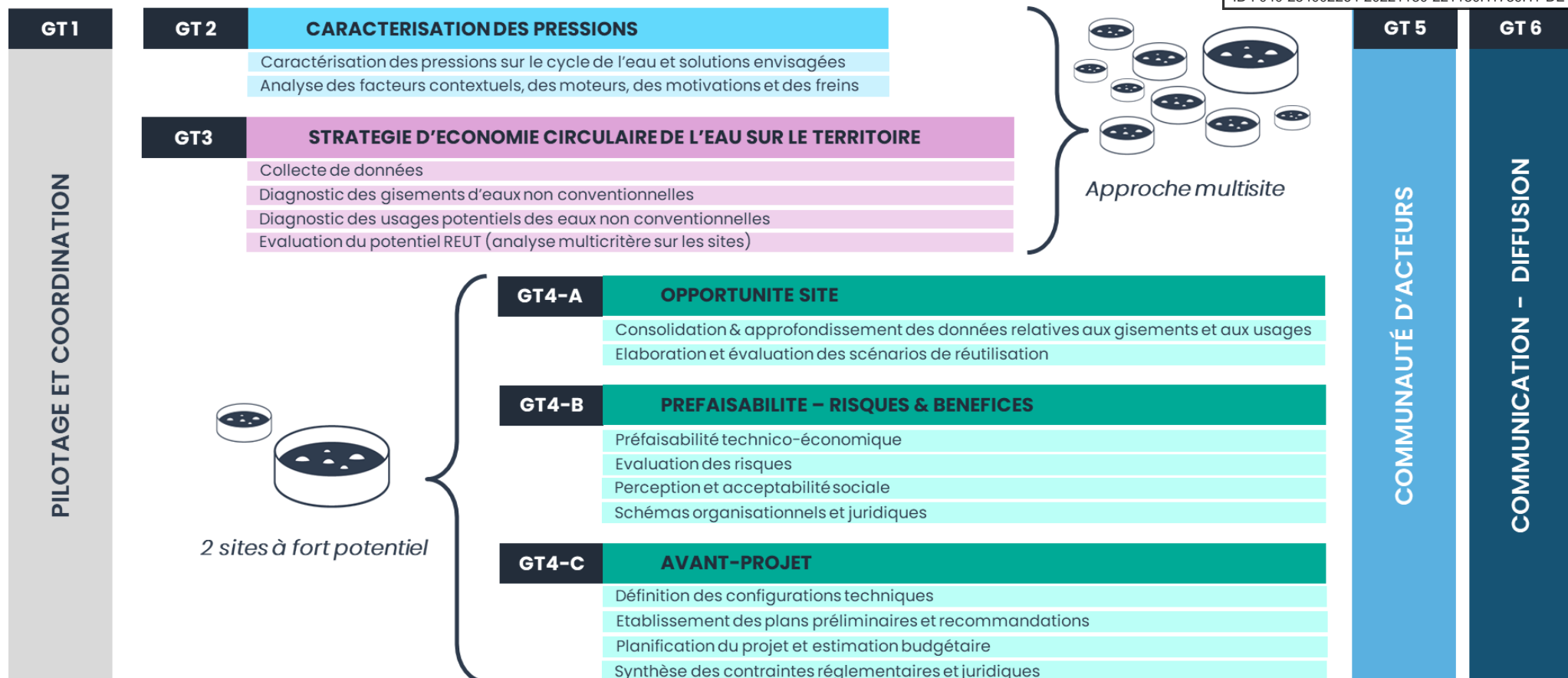


Figure 6 : Organisation des groupes de travail



➤ **GT1 - PILOTAGE ET COORDINATION** (*piloté par Institution Adour*) :

Ce GT permet d'assurer le pilotage, la coordination du projet, et l'organisation des échanges.

➤ **GT2 - CARACTERISATION DES PRESSIONS** (*piloté par Institution Adour*) :

Le GT2 a pour objectif de caractériser au travers d'indicateurs le contexte territorial du bassin versant dans toute sa diversité (hydrographie, socio-économique, agriculture, acteurs...), avec un focus spécifique sur les pressions exercées sur les ressources en eau et sur l'environnement.

Cette analyse et les indicateurs produits seront intégrés à l'analyse multicritère du GT3, ils permettront de comprendre comment la réutilisation des eaux s'articule dans le contexte local.

Le GT2 intégrera une cartographie complète des acteurs impliqués et parties prenantes du territoire.

➤ **GT3 – STRATEGIE D'ECONOMIE CIRCULAIRE DE L'EAU SUR LE TERRITOIRE** (*piloté par Ecofilae*) :

Le GT3 vise à caractériser le potentiel global de réutilisation des eaux (économie circulaire de l'eau) du territoire, en fonction des types de projets potentiels et répliquables (ex : REUSE agricole d'eau de STEU collective urbaine, recyclage industriel, REUSE d'eau de STEU pour des carrières...), mais également de cibler des sites où la REUSE permet un bénéfice pour le territoire, et, parmi ceux-ci, les sites prioritaires à fort impact pour le territoire et à fort potentiel de réplication.

Le périmètre du bassin Adour amont sera élargi à la CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Les sites seront hiérarchisés par le biais d'une analyse multicritère combinant des critères relatifs aux gisements, aux usages actuels et futurs, mais également sur les éléments issus du GT2 (contexte territorial et pressions sur les ressources).

A l'issue de ce GT3, les sites à fort potentiel seront identifiés et une stratégie de mise en œuvre concrète des projets de réutilisation sera élaborée. En particulier, deux sites seront sélectionnés pour le GT4.

## GT2 & GT3

### Etude d'opportunités – Réutilisation des eaux

**POUR QUI ? : TERRITOIRE**

**ECHELLE : MULTI-SOURCES**

#### RESUME

L'ETUDE D'OPPORTUNITÉ TERRITOIRE est une méthode pour **qualifier les opportunités de réutilisation des eaux** sur un territoire disposant de plusieurs gisements d'eau non conventionnelle. L'étude est menée sur la base de **données publiques**, et de **données collectées** auprès des partenaires et gestionnaires (collectivités, délégataires, agences de bassin, chambre d'agriculture, etc.) et des **services de l'état** (DDT/DREAL, ARS, etc.).

Les données mobilisées permettent de caractériser les différents **gisements** (eaux non conventionnelles), les **usages** potentiels (agriculture, industrie, etc.) et les **enjeux** du territoire (déficit quantitatif, dégradation de la qualité, etc.). L'**analyse multicritère** de ces différents facteurs (combinés et pondérés) permet d'identifier les **opportunités (sites d'étude)** à haut potentiel, c'est-à-dire des couples « gisement-usage(s) » répondant à des enjeux locaux. Deux sites retenus seront par la suite approfondis à travers une **étude de Potentiel Site**.

#### OBJECTIFS

- **Disposer** d'un jeu des **données pertinentes et organisées** (cartes, graphiques, bases de données, etc.).
- **Caractériser les gisements** d'eau non-conventionnelle, **identifier les usages** potentiels et **comprendre le contexte et les enjeux du territoire**.
- **Cribler et hiérarchiser les opportunités de réutilisation** (analyse multicritère), et sélectionner une ou plusieurs **opportunité(s) à haut potentiel pour approfondissement** (GT4).

#### METHODOLOGIE (TACHES)

1. **Analyse des pressions** sur les ressources conventionnelles (GT2)
2. **Caractérisation des usages** substituables par des eaux non conventionnelles
3. **Diagnostic des gisements** d'eau non conventionnelle
4. **Evaluation des opportunités** de réutilisation/sites d'étude (analyse multicritère)

#### MODALITES

<b>Durée</b>	9 mois
<b>Contributeurs</b>	Gestionnaires (collectivités, délégataires, agences de bassin, syndicat mixtes, chambre d'agriculture, etc.) et services de l'état (DREAL, ARS, etc.)
<b>Sources</b>	Données publiques et données collectées auprès des contributeurs

#### LIVRABLES

- **Cartographie des acteurs du territoire** impliqués dans les projets de réutilisation des eaux : positionnement, périmètre d'action, compétences obligatoires et possibles.
- **Rendu cartographique et tableau de synthèse des pressions** sur les ressources conventionnelles et des enjeux et éléments de contexte du territoire
- **Matrice d'analyse des facteurs contextuels, moteurs et freins** en relation avec la réutilisation des eaux non conventionnelles
- **Rendu cartographique des principaux usages existants** en eau conventionnelle (agriculture, industrie, golfs, usages urbains, etc.)
- **Rendu cartographique des gisements d'eau non conventionnelle** sur le périmètre de l'étude
- **Caractérisation des gisements et des usages** (volume, qualité) sous forme d'indicateurs intégrés à l'analyse multi-critères
- **Analyse multicritère** permettant d'identifier, de cribler et de **hiérarchiser l'ensemble des opportunités** de réutilisation des eaux
- **Rendu cartographique des opportunités** de réutilisation/business cases (couples gisement-usage(s)) à haut potentiel
- **Note de synthèse** : discussion sur les opportunités à haut potentiel, et recommandations sur la poursuite du projet (plan d'actions)

➤ **GT4.A – OPPORTUNITE SITE** (*piloté par Ecofilae*) :

Envoyé en préfecture le 08/12/2022

Reçu en préfecture le 08/12/2022



ID : 040-254002264-20221130-221130H1739H1-DE

Le GT4 se concentre sur 2 sites spécifiques (ex : une STEU ou une usi

L'objectif du GT4-A est de définir localement et avec les acteur des territoires les scénarios de réutilisation potentiels à l'échelle du site.

A l'inverse du GT3, le GT4 intègre une composante terrain forte, afin de consolider et d'approfondir les données d'étude et de s'assurer de la mobilisation des différentes parties prenantes (gestionnaires, services de l'état, usagers, etc.), et de la pertinence et de l'intérêt du scénario localement

Différents scénarios de réutilisation des eaux seront ainsi proposés, et comparés et hiérarchisés sur la base d'indicateurs principalement qualitatifs (méthode SWOT : forces-faiblesses-opportunités-menaces). A noter que les chiffrages € des coûts du projet seront évalués dans le GT4.B. Plusieurs scénarios par site pourront être retenu pour le GT4.B





## GT4-A

## Etude de potentiel – Réutilisation des eaux

## POUR QUI ? : SITE

## ECHELLE : MONO-SOURCE

## RESUME

L'ETUDE DE POTENETIEL SITE permet de **qualifier le potentiel de réutilisation des eaux non conventionnelles** produites à l'échelle d'un site. L'étude est menée sur la base de **données publiques**, de données fournies par le client et de **données collectées sur le terrain** auprès des **gestionnaires** (collectivités, délégataires, agences de bassin, etc.), des **services de l'état** (DDT/DREAL, ARS, etc.) et des **usagers** (irrigants, industriels, etc.),

Les données mobilisées permettent de caractériser le **gisement** (eau non conventionnelle), les **usages** potentiels (agriculture, industrie, etc.) et les **enjeux** du territoire (déficit quantitatif, dégradation de la qualité, etc.). La mise en adéquation de ces éléments permet d'**élaborer des scénarios de réutilisation** des eaux, lesquels sont analysés, comparés et hiérarchisés (méthode SWOT : forces-faiblesses-opportunités-menaces). Chacun des scénarios retenus à l'issue de cette étude de potentiel peut par la suite être approfondi à travers une **étude de Préfaisabilité Risques & Bénéfices (GT4-B)**.

## OBJECTIFS

- **Disposer** d'un jeu des **données pertinentes et organisées** (cartes, graphiques, bases de données, etc.).
- **Caractériser le gisement** en eau non-conventionnelle, **identifier les usages** potentiels et **comprendre le contexte et les enjeux du territoire**.
- **Explorer l'ensemble des scénarios de réutilisation** envisageables, analyser les forces et les faiblesse de chacun d'eux, et **faire émerger un ou plusieurs scénarios à haut potentiel**.

## METHODOLOGIE (Tâches)

1. **Analyse des pressions et enjeux locaux** sur la ressource en eau
2. **Cadrage des réglementations** applicables à la réutilisation des eaux sur les scénarios étudiés
3. **Caractérisation des usages** substituables par des eaux non conventionnelles
4. **Diagnostic du gisement** d'eau non conventionnelle
5. **Elaboration et évaluation des scénarios** de réutilisation

## MODALITES

<b>Durée</b>	4 mois
<b>Contributeurs</b>	Gestionnaires (collectivités, délégataires, etc.) et usagers (irrigants, industriels, golf, etc.)
<b>Sources</b>	Données publiques et données collectées auprès des contributeurs

## LIVRABLES

- **Rendu cartographique et tableau de synthèse des pressions** sur les ressources conventionnelles et des enjeux et éléments de contexte du territoire local
- **Fiche de synthèse « Cadrage réglementation REUT »** (réglementation nationale et UE)
- **Rendu cartographique des principaux usages existants** en eau conventionnelle (agriculture, industrie, golfs, usages urbains, etc.)
- **Rendu cartographique du gisement d'eau non conventionnelle** dans son territoire (périmètre d'influence)
- **Caractérisation du gisement** (volume, qualité) sous forme de graphiques et d'une interprétation
- **Discussion sur la « réusabilité »** des eaux non conventionnelles (salinité, contaminants, etc.)
- **Présentation cartographique (schématique) des scénarios** de réutilisation envisageables (croisement gisement/usage(s))
- **Analyse SWOT des scénarios** et hiérarchisation pour faire ressortir le (ou les) scénario(s) à haut potentiel
- **Fiche(s) « Etude de cas »** de projets existants (France ou international) en lien avec les scénarios identifiés, source d'inspiration pour le site
- **Production de supports de présentation** et échanges avec les parties prenantes (rencontres individuelles, animation de réunions, concertation des organismes publiques, etc.)
- **Note de synthèse** : discussion sur le (ou les) scénario(s) à haut potentiel, et recommandations sur la poursuite du projet (plan d'actions)





Envoyé en préfecture le 08/12/2022

Reçu en préfecture le 08/12/2022

ID : 040-254002264-20221130-221130H1739H1-DE

➤ **GT4.B – PREFAISABILITE - RISQUES & BENEFICES** (*piloté par Ecotilae*) :

Le GT4.B vise caractériser au stade préfaisabilité les scénarios retenus.

Toutes les infrastructures nécessaires seront dimensionnées et chiffrées. Des analyses financières, économiques, environnementales, et de gestion des risques seront réalisées. Les schémas organisationnels entre acteurs impliqués seront également validés.

Le GT4.B doit ainsi permettre de qualifier, de quantifier et d'évaluer les risques et les bénéfices (économiques, sanitaires, environnementaux, organisationnels, réglementaires, juridiques, etc.) des scénarios retenus afin de retenir un scénario qui fasse consensus, qui soit durable et bénéfique pour le territoire, mais également plus pertinent que toutes les autres alternatives qu'il s'agisse de REUSE ou non.

## GT4-B

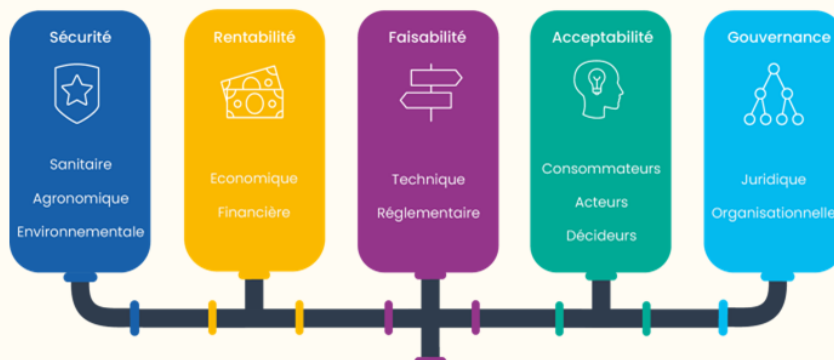
## Etude de préféabilité – Risques &amp; Bénéfices

POUR QUI ? : SITE

ECHELLE : MONO-SOURCE

## RESUME

L'étude de préféabilité risques et bénéfices permet d'évaluer les **risques**, la **durabilité** et la **rentabilité** de scénarios de réutilisation sur les **volets sanitaires, environnementaux, socio-économiques, financiers, juridiques et organisationnels** :



Cette méthode a fait l'objet de plusieurs publications (méthode d'Analyse Coûts-Bénéfices) et a été mise en œuvre sur plus d'une vingtaine de projets. La démarche est compatible avec les recommandations de conduite de projets de réutilisation des eaux édictées par la commission européenne.

## OBJECTIFS

- Qualifier, quantifier et évaluer les risques et les bénéfices (économiques, sanitaires, environnementaux, organisationnels, réglementaires, juridiques, etc.) du (ou des) scénarios à haut potentiel retenus à l'issue de l'étude de potentiel (site) – On se borne à deux scénarios
- Consolider les 2 scénarios les plus durables et les plus rentables avec les usagers

## METHODOLOGIE (Tâches)

- Préféabilité technico-économique** (définition des filières de traitement, prédimensionnement des réseaux de distribution et des ouvrages de stockage, etc.)
- Evaluation des risques** (sanitaires, environnementaux, agronomiques, etc.)
- Définition des schémas organisationnels** et juridiques

## MODALITES

<b>Durée</b>	5 mois
<b>Contributeurs</b>	Gestionnaires et usagers
<b>Sources</b>	Données publiques et données collectées auprès des contributeurs

## LIVRABLES

- Evaluation des risques** sanitaires, agronomiques et environnementaux (pilotage des analyses d'eau et interprétation des résultats)
- Recommandations sur la filière de traitement** complémentaire (le cas échéant)
- Prédimensionnement des ouvrages** (traitement, pompage, réseau, stockage)
- Estimation budgétaire** (sur la base de prix unitaires et projets de référence)
- Evaluation du prix de l'eau** et des coûts de revient par acteur
- Proposition de schémas de gouvernance**

➤ **GT4.C – AVANT-PROJET** (*piloté par SEDE Environnement*) :

Ce GT permet de définir plus précisément le(s) scénario(s) retenu(s) l'issue du GT5-B. L'analyse de différentes configurations possibles (technologie de traitement, stockage, tracé des conduites, etc.) permet d'arrêter la solution optimale, et de préciser ainsi les coûts de construction (CAPEX) et d'exploitation (OPEX). A l'issue de ce GT, le maître d'ouvrage dispose des éléments pour procéder aux demandes d'autorisation (permis) et sécuriser le plan de financement du projet.

Le GT4-C est ici présenté mais il n'est pas intégré au présent budget (étape suivante).

➤ **GT5 - CREATION D'UNE COMMUNAUTE D'ACTEURS** (*piloté par Ecofilae*) :

Ce GT veillera à l'application d'une approche participative impliquant les acteurs et usagers tout au long du projet pour les sensibiliser et promouvoir de nouvelles pratiques de recyclage.

Il notamment consistera en l'organisation de :

- 2 journées de formation REUSE auprès des acteurs du territoires ;
- Animation de 2 COTECH multi-acteurs pour chaque site retenu à l'issue des GT4-A et GT4-B ;

➤ **GT6 - COMMUNICATION ET DIFFUSION** (*piloté par Institution Adour*) :

Ce GT permettra de communiquer et diffuser largement les résultats obtenus aux différentes phases du projet auprès de la communauté d'acteurs concernée par le projet. 3 réunions COPIL ouverts sont ainsi prévues : au démarrage du projet, à l'issue du GT3, et à l'issue du GT4-B.

L'ensemble des livrables (rapports, ppt, synthèses techniques...) seront diffusés et permettront de sensibiliser et de fédérer une communauté d'acteurs (collectivités, services de l'état, syndicats mixtes, etc.) autour de la réutilisation des eaux du territoire.

En parallèle, des supports de communication sous format d'une plaquette, d'articles et de présentations de vulgarisation seront créés (support graphique). Les attentes de la part des acteurs de la communauté REUSE sur ces supports à diffusion « large » seront intégrées pour cadrer les productions.

Le Tableau 2 liste l'ensemble des stations d'épuration considérées dans cette étude.

Tableau 2 : Stations d'épuration intégrées dans l'étude

Envoyé en préfecture le 08/12/2022

Reçu en préfecture le 08/12/2022



ID : 040-254002264-20221130-221130H1739H1-DE

Nom de la station d'épuration	Maître d'ouvrage	nominal (m³/j)	mise en service	PTGE
LOURDES (INTERCOMMUNALE)	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	15 260	2005	NON
TARBES OUEST 2	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	11 000	2014	OUI
TARBES (TARBES EST)	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	9 025	1988	OUI
AUREILHAN	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	7 600	2008	OUI
BAGNERES DE BIGORRE	COMMUNE DE BAGNERES DE BIGORRE	5 750	2005	OUI
BAGNERES DE BIGORRE (STATION DE LA MONGIE)	COMMUNE DE BAGNERES DE BIGORRE	2 500	1989	OUI
VIC EN BIGORRE	COMMUNE DE VIC EN BIGORRE	1 387	1970	OUI
JUILLAN (COMMUNALE)	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	1 350	2011	OUI
MAUBOURGUET (COMMUNALE)	COMMUNE DE MAUBOURGUET	740	1984	OUI
LOUEY n°2	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	630	2013	OUI
OSSUN	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	525	2013	OUI
BAZET	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	500	2014	OUI
PLAISANCE	COMMUNAUTE DE COMMUNES BASTIDES ET VALLONS DU GERS	500	1988	OUI
RABASTENS DE BIGORRE (BOURG ET FOIRAIL)	COMMUNE DE RABASTENS DE BIGORRE	400	1988	OUI
RISCLE	COMMUNE DE RISCLE	395	2008	OUI
ORLEIX-CHIS	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	375	2014	OUI
ANDREST	COMMUNE D'ANDREST	330	2006	OUI
AZEREIX	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	300	1988	OUI
CAMPAN (BOURG)	COMMUNE DE CAMPAN	300	1995	OUI
IBOS	SYNDICAT D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT BEARN BIGORRE	300	2015	OUI
ORDIZAN	SYNDICAT MIXTE D'AEP ET D'ASSAINISSEMENT DU HAUT ADOUR	300	1999	OUI
SAINT PE DE BIGORRE	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	285	2004	NON
HIIS	SYNDICAT MIXTE D'AEP ET D'ASSAINISSEMENT DU HAUT ADOUR	285	2004	OUI
CAMPAN (PAYOLLE)	COMMUNE DE CAMPAN	250	1972	OUI
OURSBELILLE	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	196	1976	OUI
ARCIZAC EZ ANGLES	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	180	2000	OUI
BAGNERES DE BIGORRE (PLATEAU D'ARTIGUES)	COMMUNE DE BAGNERES DE BIGORRE	160	1993	OUI
CAMPAN (STE MARIE DE CAMPAN)	COMMUNE DE CAMPAN	150	1995	OUI
HORGUES (COMMUNALE)	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	150	1982	OUI
MOMERES	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	150	2006	OUI
GER (communal)	SYNDICAT D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT BEARN BIGORRE	144	2015	OUI
CASTELNAU RIVIERE BASSE (COMMUNALE)	COMMUNE DE CASTELNAU RIVIERE BASSE	137	2004	OUI
POUYASTRUC	COMMUNE DE POUYASTRUC	128	2017	OUI
GER (GER ET LUGAGNAN)	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	120	1993	NON
BARTRES	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	120	1989	OUI
PUJO (COMMUNALE)	COMMUNE DE PUJO	105	2008	OUI
ST GERME	SI DES EAUX DU BASSIN DE L'ADOUR GERMOIS	68	1980	OUI
ST MONT	SI DES EAUX DU BASSIN DE L'ADOUR GERMOIS	53	2011	OUI
TASQUE	COMMUNAUTE DE COMMUNES BASTIDES ET VALLONS DU GERS	51	2008	OUI
ORINCLAS (COMMUNALE)	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	45	2010	OUI
VIELLA	COMMUNE DE VIELLA	41	2016	OUI
TOSTAT (LOTISSEMENT O.P.H.L.M.)	COMMUNE DE TOSTAT	30	1974	OUI
BOURS (Loubéry)	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	23	1972	OUI
CHEUST	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	22	2014	NON
BAGNERES DE BIGORRE (HAMEAU DE LESPONNE)	COMMUNE DE BAGNERES DE BIGORRE	18	2008	OUI
GARDERES	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	13	2006	OUI
SEUBE (COMMUNE DE CAMPAN)	COMMUNE DE CAMPAN	7	2014	OUI
ST MONT (Boutillet)	SI DES EAUX DU BASSIN DE L'ADOUR GERMOIS	5	2000	OUI
OURDON	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES	4	2014	NON
SOUYEAUX (ECOLE)	COMMUNE DE SOUYEAUX	2	2005	OUI
AAST	COMMUNE D'AAST	1	2009	OUI

## 5) Synthèse des différentes étapes :

La répartition des rôles pour chaque tâche est résumée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : Répartition des tâches

GT	Actions	INSTITUTION ADOUR	SEDE Environnement	ECOFILAE	CA65	CA32
GT1	Pilotage et coordination	Pilote				
GT2	Caractérisation des pressions	Pilote				
	Caractérisation des pressions sur le cycle de l'eau et solutions envisagées	Réalise		Participe		
	Analyse des facteurs contextuels, des moteurs, des motivations et des freins	Réalise	Participe	Participe	Participe	Participe
GT3	Stratégie d'économie circulaire de l'eau sur le territoire			Pilote		
	Collecte de données	Participe	Participe	Réalise	Participe	Participe
	Diagnostic des gisements d'eau non conventionnelle	Participe	Participe	Réalise		
	Diagnostic des usages potentiels des eaux non conventionnelles	Participe		Réalise	Participe	Participe
	Evaluation du potentiel REUT (analyse multicritère)	Participe	Participe	Réalise	Participe	Participe
GT4-A	Opportunité site			Pilote		
	Consolidation & approfondissement des données relatives aux gisements et aux usages	Participe	Participe	Réalise	Participe	Participe
	Elaboration et évaluation des scénarios de réutilisation	Participe	Participe	Réalise	Participe	Participe
GT4-B	Pré faisabilité - Risques & Bénéfices			Pilote		
	Pré faisabilité technico-économique	Participe	Réalise	Participe		
	Evaluation des risques	Participe		Réalise		
	Perception et acceptabilité sociale	Participe	Participe	Réalise	Participe	Participe
	Schémas organisationnels et juridiques	Participe	Participe	Réalise	Participe	Participe
GT4-C	Avant-projet		Pilote			
	Définition des configurations techniques		Réalise	Participe		
	Etablissement des plans préliminaires et recommandations		Réalise	Participe		
	Planification du projet et estimation budgétaire			Réalise		
	Synthèse des contraintes réglementaires et juridiques			Réalise		

Envoyé en préfecture le 08/12/2022

Reçu en préfecture le 08/12/2022



ID : 040-254002264-20221130-221130H1739H1-DE

GT5	Communauté d'acteurs			Pilote		
	Création et animation d'une communauté REUSE sur sites	Participe	Participe	Réalise	Participe	Participe
	Formation des acteurs clés du territoire aux enjeux de l'ECE	Participe	Participe	Réalise	Participe	Participe
GT7	Communication - Diffusion	Pilote				
	Elaboration de supports de communication	Participe	Participe	Réalise		
	COPIL élargi des résultats de l'étude	Réalise	Participe	Participe	Participe	Participe

6) Résultats attendus à l'issue du projet, livrables et indicateurs mesurer : préciser les modalités de mise en œuvre du suivi (protocole de test, évaluation par un expert, etc.)

chiffres permettant de les  
de la performance du projet  
ID : 040-254002264-20221130-221130H1739H1-DE

A l'issue de ce projet, l'Institution Adour disposera d'une évaluation complète du potentiel d'économie circulaire de l'eau à l'échelle du bassin Adour Amont et de la CA-Tarbes-Lourdes-Pyrénées, avec une hiérarchisation des sites permettant d'identifier les sites à fort potentiel.

Des scénarios opérationnels, à fort bénéfices environnementaux et socio-économiques, répliquables et faisables à court terme, et avec des acteurs motivés et engagés, seront élaborés sur deux sites sélectionnés. L'Institution Adour disposera alors des éléments pour procéder aux demandes d'autorisation (permis) et sécuriser le plan de financement du projet.

A la suite de l'étude, et si tous les freins à la mise en œuvre de ces solutions sont levés, l'Institution Adour prévoit de basculer en phase opérationnelle sur les sites à fort potentiel en accompagnant les acteurs locaux associés dans les étapes projet de mise en œuvre. Cela sera intégré dans le programme d'actions à mener dans le cadre du projet de territoire Adour amont afin de résorber durablement le déséquilibre estimé sur ce bassin.

7) Modèle économique et gouvernance envisagée pour la gestion de l'eau réutilisée :

Sur les sites étudiés et retenus au cours et à l'issue de l'étude, les modèles économiques et de gouvernance retenus dépendront des configurations locales et des acteurs impliqués. Ces modèles seront analysés, comparés et discutés en détails au cours de l'étude.

8) Identification des difficultés / verrous / freins techniques, économiques, politiques ou humaines prévisibles et des moyens envisagés pour résoudre ces difficultés au cours du projet

D'une manière générale, les risques inhérents à tout projet de réutilisation des eaux non conventionnelles sont de 5 ordres.

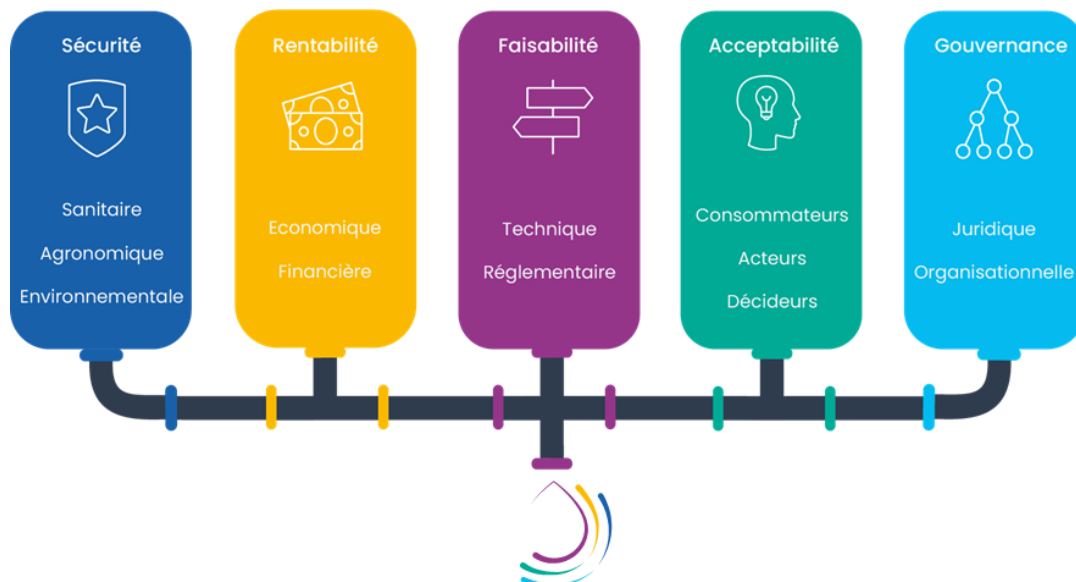


Figure 7 : Facteurs de réussite d'un projet d'économie circulaire de l'eau

Dans le cas du présent projet, les risques spécifiques inhérents au bon déroulement de celui-ci ont été pré-identifiés.

Tableau 4 : Risques spécifiques associés au projet

Envoyé en préfecture le 08/12/2022

Reçu en préfecture le 08/12/2022



ID : 040-254002264-20221130-221130H1739H1-DE

Catégorie	Risque	Mitigation
Social	Risque de non-coopération ou implication moyenne de la part des acteurs locaux	Implication des acteurs locaux dès les premières étapes du projet, invitations aux réunions et prises en compte de leurs contraintes et demandes Transparence de la démarche via la mise en place d'une communauté d'acteurs Sensibilisation, capacitation des acteurs et élus du territoire
Social	Nombreuses parties prenantes sur le territoire	Cartographie des acteurs réalisées en début de projet afin de définir précisément les rôles, compétences et prérogatives de chacun.
Acceptabilité / Gouvernance	Accès difficile aux données limitant la précision des résultats et pouvant provoquer des retards	La CA65, la CA32 et Institution Adour sont des acteurs centraux du territoire (réseau large) Analyses réalisées si besoin sur la base d'estimations validées par les partenaires

9) Organisation globale du suivi du projet : préciser l'organisation mise en place pour la coordination et le suivi du projet, articulation entre les différents partenaires, modalités de communication, interaction avec les financeurs, etc.

Des **réunions de coordination projet**, regroupant les partenaires et les sous-traitants (Institution Adour, SEDE environnement, chambres d'agriculture, Ecofilae), auront lieu a minima une fois par mois (ou plus fréquent sur demande d'un partenaire) afin de s'assurer de la bonne réalisation des actions. Selon l'avancée du projet et de l'action concernée, d'autres participants pertinents impliqués sur la tâche pourront être conviés dont la Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées, et les EPCI des stations concernées. Ces dernières seront très étroitement impliquées.

Des **réunions de comité technique**, regroupant tous les partenaires et les sous-traitants, les services de l'Etat et les financeurs, seront organisés tout au long de la démarche en fonction des besoins et de l'avancée du projet. Leur but sera d'échanger sur les aspects règlementaires ou techniques des différentes solutions retenues, et d'impliquer le plus en amont possible les services instructeurs et les financeurs des futurs projets qui émergeront de cette étude d'opportunité.

Des **comités de pilotage élargis** (COPIL) auront lieu pour impliquer les acteurs locaux lors des différentes étapes de l'étude. Les financeurs et les services de l'Etat seront associés. Trois réunions du COPIL auront lieu, pour le lancement de l'étude, un point intermédiaire et pour la restitution.



**Calendrier prévisionnel :** préciser le calendrier prévisionnel du projet par tâche, partenaires et budget associés à chaque tâche, livrables associés et jalons.

Envoyé en préfecture le 08/12/2022

Reçu en préfecture le 08/12/2022

ID : 040-254002264-20221130-221130H1739H1-DE



La durée du projet est estimée à 18 mois.

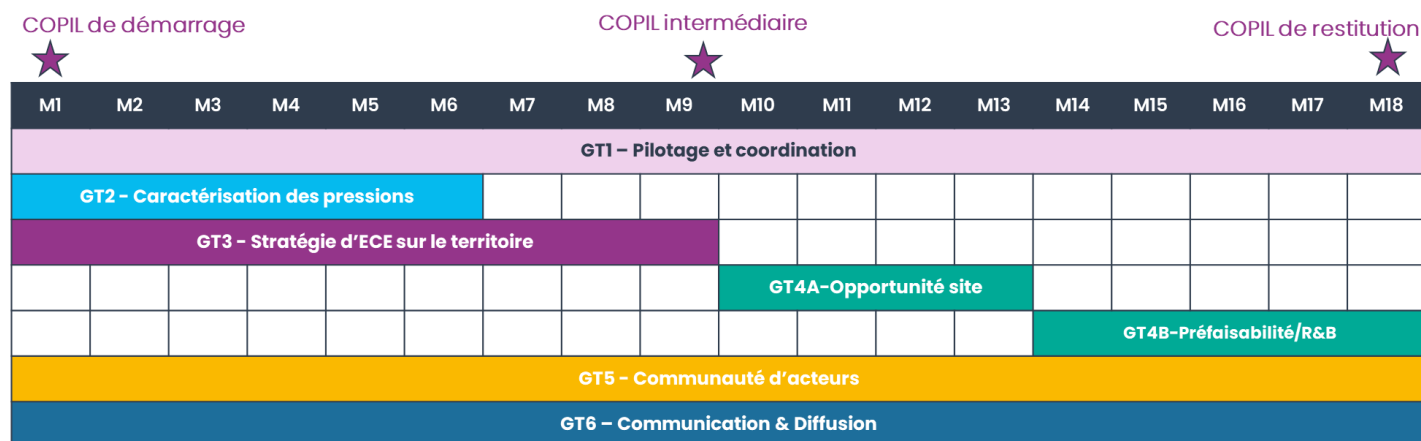


Figure 8 : Planning prévisionnel

Le Tableau 5 résume l'ensemble des livrables qui seront fournis au cours du projet.

Tableau 5 : Liste des livrables du projet ADOUREUSE

Groupe de travail	Livrables associés
	<ul style="list-style-type: none"> <li></li> </ul>
GT2 - Caractérisation des pressions	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport de synthèse et atlas cartographique présentant les enjeux du territoire</li> <li>Matrice d'analyse des facteurs contextuels, moteurs, motivations et freins en relation avec la réutilisation des eaux non conventionnelles</li> </ul>
GT3 - Stratégie d'économie circulaire de l'eau sur le territoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rendu cartographique des gisements EUT et des principaux usages existants en eau conventionnelle (irrigation agricole, industrie, golf / espaces verts, propreté urbaine, etc.)</li> <li>Une matrice multicritère permettant de comparer et hiérarchiser les sites pour chaque typologie (association sources-usages-contexte)</li> <li>Rendu cartographie des opportunités de réutilisation (couples gisement-usage(s)) à haut potentiel</li> <li>Rapport de synthèse : discussion sur les opportunités à haut potentiel, et recommandations sur la poursuite du projet (plan d'actions)</li> </ul>
GT4.A- Opportunité site	<ul style="list-style-type: none"> <li>Caractérisation détaillée du gisement en eau non-conventionnelle</li> <li>Définition et cartographie des différents scénarios de réutilisation envisageables (croisement gisement / usage(s))</li> <li>Analyse SWOT des scénarios et hiérarchisation pour faire identifier le(s) scenario(s) à haut potentiel</li> <li>Production de supports de présentation et échanges avec les parties prenantes (rencontres individuelles, animation de réunions, concertation des organismes publiques, etc.)</li> <li>Note de synthèse : discussion sur le(s) scenario(s) à haut potentiel, et recommandations sur la poursuite du projet (plan d'actions)</li> </ul>



GT4.B – Préfaisabilité – Risques & Bénéfices	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Evaluation des risques sanitaires, agronomiques et environnementaux (pilotage des analyses d'eau et interprétation des résultats)</li> <li>• Recommandations sur la filière de traitement complémentaire (le cas échéant)</li> <li>• Prédimensionnement des ouvrages (traitement, pompage, réseau, stockage)</li> <li>• Estimation budgétaire (sur la base de prix unitaires et projets de référence)</li> <li>• Evaluation du prix de l'eau et des coûts de revient par acteur</li> <li>• Proposition de schémas de gouvernance</li> </ul>
GT4.C – Avant-projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Carnet de plan définissant la configuration optimale retenue</li> <li>• Budget et planning préliminaire</li> <li>• Recommandation sur les démarches réglementaires / juridiques à initier</li> </ul>
GT5 : Communauté d'acteurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un réseau territorial d'acteurs engagés et formés – Malette pédagogique pour les acteurs formés</li> <li>• Production de supports de présentation et échanges avec les parties prenantes (rencontres individuelles, animation de réunions, concertation des organismes publiques, etc.)</li> </ul>
GT6 : Communication / Diffusion	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Supports de communication à destination des acteurs et professionnels de l'eau</li> <li>• Supports de communication « vulgarisation » à destination de la population et des habitants</li> </ul>

**Incitativité d'une aide de l'agence et des régions** (préciser les motivations, en quoi l'aide susceptible de vous être apportée par l'agence facilite ou modifie votre projet ?)

Sans les 80% de co-financements publics sur l'ensemble de ce projet d'étude d'opportunité à l'échelle du bassin de l'Adour amont, celui-ci ne sera pas réalisable car les coûts sont trop importants pour être assumés uniquement par les Départements concernés.



## Résumé des données projet :

Les données ci-dessous sont données à l'échelle du territoire d'étude (Bassin Adour Amont).

Hypothèse : 5% des eaux usées traitées sont réutilisées à horizon 2030.

Usage de l'eau	Situation actuelle pour l'usage de l'eau			Situation future avec usage d'eau réutilisée			% d'eau substituée	Observations
	Origine de l'eau	Détails sur le prélèvement : référence cours d'eau/forage, Nom du distributeur d'eau, Nombre d'abonnés, Rendement du réseau	Volumes d'eau prélevés sur l'année (réel ou estimé)	Origine de l'eau réutilisée	Détails sur le point de rejet : milieu naturel, référence cours d'eau et débits, raccordement réseau, volumes rejetés, traitement externe, etc.	Volumes d'eau réutilisée ou économisée		
<i>Usage 1</i> <i>Agriculture</i>	<input checked="" type="checkbox"/> eau de forage <input checked="" type="checkbox"/> eau de rivière <input checked="" type="checkbox"/> eau souterraine	27 000 hectares irrigables en cours d'eau, canaux et nappe alluviale	43 Mm <sup>3</sup> /an	<input checked="" type="checkbox"/> STEU domestique <input checked="" type="checkbox"/> STEU industrielle <input type="checkbox"/> Eau pluviale <input type="checkbox"/> autres, précisez : .....	Ce sont environ 60 000 m <sup>3</sup> qui se déversent tous les jours dans les eaux superficielles (cours d'eau et canaux) de l'Adour amont	2.15 Mm <sup>3</sup> /an	5%	La substitution ne sera pertinente que si cela concerne des prélèvements en cours d'eau, canaux ou nappe alluviale proche d'un cours d'eau
<i>Usage 2</i> <i>Usages urbains</i>	<input checked="" type="checkbox"/> eau potable	Tous les prélèvements sur ce territoire sont effectués en nappe alluviale pour l'alimentation en eau potable. Les rendements de réseaux oscillent entre 17,6 % (Campan) et 86,4 (Maubourguet)	11,7 Mm <sup>3</sup> /an	<input checked="" type="checkbox"/> STEU domestique <input type="checkbox"/> STEU industrielle <input type="checkbox"/> Eau pluviale <input type="checkbox"/> autres, précisez : .....		0.6 Mm <sup>3</sup> /an	5%	
<i>Usage 3</i> <i>Industries</i>	<input checked="" type="checkbox"/> eau potable <input checked="" type="checkbox"/> eau de forage <input checked="" type="checkbox"/> eau de rivière	Les usages industriels de l'eau sur ce territoire sont variés (agroalimentaire, armement, industrie lourde...) L'eau pour ces usages provient de la nappe alluviale	1.8 Mm <sup>3</sup> /an	<input checked="" type="checkbox"/> STEU domestique <input type="checkbox"/> STEU industrielle <input type="checkbox"/> Eau pluviale <input type="checkbox"/> autres, précisez : .....		0.15 Mm <sup>3</sup> /an	5%	

Envoyé en préfecture le 08/12/2022

Reçu en préfecture le 08/12/2022



ou de nappes  
profondes

ID : 040-254002264-20221130-221130H1739H1-DE

Pour l'eau potable et l'assainissement, indiquer :

- prix de l'eau, part AEP en TTC : 1,25 – 2,69 €/m<sup>3</sup>

- prix de l'eau, part assainissement en TTC : 1,38 – 3,96 €/m<sup>3</sup>



## 4. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

### Variante 1 : financement du GT1 au GT4-A

	Taux	Montant	Régime d'aide appliqué (encadrement communautaire)
<b>Subventions publiques :</b>			
AAP EC'EAU – Entente pour l'eau <b>Institution Adour</b>	80 %	0 €	
AAP EC'EAU – Entente pour l'eau <b>SEDE Environnement</b>	50 %	48 895,00 €	
AAP EC'EAU – Entente pour l'eau <b>CA32</b>	80 %	5 463,36 €	
AAP EC'EAU – Entente pour l'eau <b>CA65</b>	80 %	11 073,12 €	
<b>TOTAL</b>	55,4 %	65 431,48 €	
<b>Subventions privées :</b>			
	%	€	
	%	€	
<b>TOTAL</b>	%	€	
<b>Autofinancement :</b>	44,6 %	53 029,12 €	

### Variante 2 : financement du GT1 au GT4-B

	Taux	Montant	Régime d'aide appliqué (encadrement communautaire)
<b>Subventions publiques :</b>			
AAP EC'EAU – Entente pour l'eau <b>Institution Adour</b>	80 %	0 €	
AAP EC'EAU – Entente pour l'eau <b>SEDE Environnement</b>	50 %	69 401,00 €	
AAP EC'EAU – Entente pour l'eau <b>CA32</b>	80 %	5 643,07 €	
AAP EC'EAU – Entente pour l'eau <b>CA65</b>	80 %	12 472,99 €	
<b>TOTAL</b>	54,2 %	87 517,06 €	
<b>Subventions privées :</b>			
	%	€	
	%	€	
<b>TOTAL</b>	%	€	
<b>Autofinancement :</b>	44,8 %	73 930,02 €	

Le porteur de projet et les partenaires doivent s'assurer du respect de l'encadrement communautaire des aides d'état pour les aides publiques.

Le plan de financement actualisé pourra vous être demandé au moment du solde de l'aide.

## 5. AIDES AGENCE DE L'EAU ET REGIONS

Avez-vous déjà bénéficié d'une aide financière de l'Agence et des Régions (si oui, année et n° de dossier) :

Oui, de la part de l'Agence de l'eau, notamment pour l'animation de la démarche PTGE Adour amont.  
En revanche, pas d'aide précédente sur cette même opération d'étude d'opportunité.



Bénéficiez-vous actuellement d'aides publiques ? Si oui, lesquelles ?

Oui, de la part de l'Agence de l'eau, notamment pour la poursuite de l'animation de la démarche PTGE Adour amont. En revanche, pas d'aide précédente sur cette même opération d'étude d'opportunité.

L'aide de l'Agence et des Régions se présente sous forme d'une subvention.

Si votre structure est considérée comme une entreprise (activité économique avérée dans le cadre du projet, quel que soit le statut de votre structure), le taux maximum de l'aide et les dépenses éligibles sont encadrés par des règles définies par la Commission Européenne.

Selon les cas de figure, différents régimes d'exemption peuvent être appliqués (voir ANNEXE 1).

- Etes-vous une entreprise en difficulté au sens européen ? ☐ Oui ☒ Non

- Avez-vous bénéficié d'aides déclarées incompatibles avec le marché européen non remboursées à ce jour ? ☐ Oui ☒ Non

Dans la mesure où vous y seriez éligible, sollicitez-vous une aide au titre du règlement « de minimis » : ☐ Oui ☒ Non



## 6. DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné(e) (nom, prénom) : **Paul CARRERE**

- sollicite une aide financière dans le cadre de l'appel à projets EC'EAU pour la réalisation du projet objet de la présente demande,
- certifie être autorisé(e) et habilité(e) à signer la présente demande d'aide,
- atteste avoir pris connaissance des [modalités et les conditions d'attribution des aides de l'agence de l'eau Adour Garonne](#) et des Régions
- m'engage à associer techniquement l'Agence et les Régions et les tenir informées au fur et à mesure du déroulement de l'opération,
- m'engage à informer l'Agence et les Régions en cas de modification du plan de financement ou toute autre modification du projet tel que décrit ci-dessus et dans les pièces annexées à la présente demande,
- m'engage à mesurer les résultats atteints au regard des résultats attendus et en rendre compte à l'Agence et aux Régions.
- déclare ne pas avoir commencé l'opération avant le dépôt de la présente demande d'aide,
- certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus.

A Mont-de-Marsan, le 29 mars 2022

**Le demandeur** (signature et cachet)





## 7. INFORMATION SUR LES PARTENAIRES (SI APPLICABLE)

**Pour chaque partenaire bénéficiaire de l'aide (en plus du porteur de projet) :**

**Raison sociale : SEDE ENVIRONNEMENT**

Adresse, n°, lieu-dit : 1 Rue de la Fontainerie - CS 60175

Commune : ARRAS Cedex

Code postal : 62003

Bureau distributeur :

N° SIRET : 315 732 842 00663

NAF/APE : 3821 Z

**Nom du représentant légal : Paul-Antoine Sebbe**

Fonction : Président

N° tél :

Courriel : paulantoine.sebbe@sede.fr

**Nom de la personne contact pour le projet : Maelenn POITRENAUD**

Fonction : Responsable Innovation et développement

N° tél : 0623750224

Courriel : maelenn.poitrenaud@sede.fr

**Statut Juridique :**

- Collectivité territoriale ..... ☐
- Association ..... ☐
- Entreprise ..... ☒
- Etablissement public ..... ☐
- Autre (préciser)..... ☐

**Votre projet est-il réalisé dans le cadre d'une création d'entreprise ?** : ☐ Oui ☒ Non

Date de création de l'entreprise :

**Type d'activité :**

**Capital : 8158 352 €**

**Chiffre d'affaires : 167 545 697 €**

**Effectifs salariés au 31/12/2021 : 424,8**

**Pour les associations :**

N° d'enregistrement Préfecture :

Objet de l'association :

**Pour les industriels : non applicable ici pour SEDE vu avec Mme Sourzac**

- N° d'établissement référencé par l'Agence :



- Etes-vous soumis au Suivi Régulier des Rejets (SRR)

Si oui, votre SRR a-t-il été validé par l'agence

OUI ☐ NON ☐

- A quel régime est soumis l'établissement où sera réalisée l'intervention ?

si autorisation ou enregistrement: préciser les arrêtés en vigueur

- Etes-vous soumis à la Directive IED

Si oui, BREF de référence :

OUI ☐ NON ☐ Sans objet ☐

- Faites-vous l'objet d'une mise en demeure ?

Si oui : date d'application de la mise en demeure :

OUI ☐ NON ☐

- Type d'activité de l'établissement :

- Nombre de jours d'activités par an :

- Délocalisation de l'entreprise :

OUI ☐ NON ☐

- Evolution de la production :

- Si oui, Préciser les évolutions :

OUI ☐ NON ☐



**Raison sociale : Chambre d'Agriculture des Hautes-Pyrénées**

Adresse, n°, lieu-dit : 20 Place du foirail

Commune : Tarbes

Code postal : 65000

Bureau distributeur :

N° SIRET : 18650002100016

NAF/APE : 9411Z

**Nom du représentant légal : Pierre Martin**

Fonction : Président

N° tél : 05 62 34 66 74

Courriel : accueil@hautes-pyrenees.chambagri.fr

**Nom de la personne contact pour le projet : Emmanuel ALONSO**

Fonction : Responsable du Service Projets

N° tél : 05 62 34 87 26

Courriel : e.alonso@hautes-pyrenees.chambagri.fr

ou ingenierie-financiere@hautes-pyrenees.chambagri.fr

**Statut Juridique :**

- Collectivité territoriale ..... ☐
- Association ..... ☐
- Entreprise ..... ☐
- Etablissement public ..... ☒
- Autre (préciser) : Chambre consulaire..... ☐

**Votre projet est-il réalisé dans le cadre d'une création d'entreprise ?** : ☐ Oui ☒ Non

Date de création de l'entreprise : 1/1/1982

**Type d'activité : Activités des organisations patronales et consulaires – Agriculture**

**Capital :**

**Chiffre d'affaires : 3 760 996 €**

**Effectifs salariés au 30/03/2022 : 68**

**Pour les associations :**

N° d'enregistrement Préfecture :

Objet de l'association :

**Pour les industriels :**

- N° d'établissement référencé par l'Agence :

- Etes-vous soumis au Suivi Régulier des Rejets (SRR)

OUI ☐ NON ☐

Si oui, votre SRR a-t-il été validé par l'agence

- A quel régime est soumis l'établissement où sera réalisée l'intervention ?

si autorisation ou enregistrement: préciser les arrêtés en vigueur



- Etes-vous soumis à la Directive IED

Si oui, BREF de référence :

OUI ☐ NON ☐ Sans objet ☐

- Faites-vous l'objet d'une mise en demeure ?

Si oui : date d'application de la mise en demeure :

OUI ☐ NON ☐

- Type d'activité de l'établissement :

- Nombre de jours d'activités par an :

- Délocalisation de l'entreprise :

OUI ☐ NON ☐

- Evolution de la production :

- Si oui, Préciser les évolutions :

OUI ☐ NON ☐



**Raison sociale : Chambre d'agriculture du Gers**

Adresse, n°, lieu-dit : 3, Chemin de la Caillaouère - CS 70161

Commune : **AUCH**

Code postal : 32003

Bureau distributeur :

N° SIRET : 18320002100016

NAF/APE : 9411Z

**Nom du représentant légal : Bernard Malabirade**

Fonction : Président

N° tél : 05 62 61 77 20

Courriel : **ripff@gers.chambagri.fr**

**Nom de la personne contact pour le projet : Jean BUGNICOURT**

Fonction : Sous – Directeur

N° tél : 05 62 61 77 54

Courriel : **j.bugnicourt@gers.chambagri.fr**

ou **ripff@gers.chambagri.fr**

**Statut Juridique :**

- Collectivité territoriale ..... ☐
- Association ..... ☐
- Entreprise ..... ☐
- Etablissement public ..... ☒
- Autre (préciser) : Chambre consulaire..... ☐

**Votre projet est-il réalisé dans le cadre d'une création d'entreprise ?** : ☐ Oui ☒ Non

Date de création de l'entreprise : 1/1/1982

**Type d'activité :**

**Capital :**

**Chiffre d'affaires : 7 201 073 €**

**Effectifs salariés au 31/12/2021 : 82**

**Pour les associations :**

N° d'enregistrement Préfecture :

Objet de l'association :

**Pour les industriels :**

- N° d'établissement référencé par l'Agence :

- Etes-vous soumis au Suivi Régulier des Rejets (SRR)

OUI ☐ NON ☐

Si oui, votre SRR a-t-il été validé par l'agence

- A quel régime est soumis l'établissement où sera réalisée l'intervention ?



si autorisation ou enregistrement: préciser les arrêtés en vigueur

- Etes-vous soumis à la Directive IED

Si oui, BREF de référence :

OUI ☐ NON ☐ Sans objet ☐

- Faites-vous l'objet d'une mise en demeure ?

Si oui : date d'application de la mise en demeure :

OUI ☐ NON ☐

- Type d'activité de l'établissement :

- Nombre de jours d'activités par an :

- Délocalisation de l'entreprise :

OUI ☐ NON ☐

- Evolution de la production :

- Si oui, Préciser les évolutions :

OUI ☐ NON ☐



## 8. PIECES A JOINDRE OBLIGATOIREMENT A LA DEMANDE

1. **Lettre de demande d'aide**
2. **Formulaire budget détaillé** (format Excel) et **devis détaillés** associés
3. Si applicable, **plans** permettant la localisation précise de l'installation, écoulements, rejets, raccordements, etc.
4. **Si le projet**, objet de la demande, **est concerné**, joindre les éléments réglementaires relatifs à l'installation. Exemples : récépissé de la déclaration ou de la demande d'autorisation de rejet au titre de la police de l'eau et au titre de la réglementation des installations classées pour l'environnement ; conventions de déversements ; autorisation préfectorale d'autorisation d'exploitation ; ou tout autre document applicable. Avis des services de l'état.
5. Pour des travaux, une copie du rapport d'étude préalable
6. Copie de l'accord de consortium entre les partenaires pour un projet collaboratif
7. Copie des mandats ou conventions de partenariat entre le porteur de projet et les partenaires spécifiant les conditions de reversement de l'aide, si applicable (dossier unique)
8. Label du pôle de compétitivité sollicité sur le projet, si applicable
9. **Pour les collectivités**, une délibération (du conseil municipal, syndical ou communautaire) précisant l'objet et le montant de l'aide sollicitée auprès de l'agence de l'eau et des régions Occitanie et Nouvelle Aquitaine
10. **Pour les EPCI** en cas de 1<sup>ère</sup> demande d'aide ou de modification de statuts : joindre une copie des statuts et arrêté préfectoral associé
11. Relevé d'Identité Bancaire,
12. **Pour les entreprises ou assimilés** : déclaration de renseignements relatifs à la qualité de l'entreprise (page 12)
13. **Pour les associations** : formulaire CERFA n° 12156\*05
14. Extrait KBis datant de moins de 3 mois





## 15. Documents financiers (pour les acteurs soumis à un encadrement)

Réponse à la question du paragraphe « 5 » (page 6)	Documents à fournir
Réponse « oui »	- <b>Attestation « de minimis »</b> (cf. pages 13 et 14) à remplir. Pas d'analyse de la santé financière
Réponse « non »	- Fournir les bilans d'exploitation, comptes de résultats et liasses fiscales <b>certifiés</b> pour les 3 dernières années, accompagnés des annexes et du rapport de gestion - <b>Bilan financier prévisionnel</b> , tenant compte de l'investissement projeté, sur les 3 années à venir
En cas de <b>doute</b> sur l'éligibilité au régime des « de minimis »	- <b>Attestation « de minimis »</b> (cf. pages 10 et 11) à remplir. - Fournir les bilans d'exploitation, comptes de résultats et liasses fiscales <b>certifiés</b> pour les 3 dernières années, accompagnés des annexes et du rapport de gestion - <b>Bilan financier prévisionnel</b> , tenant compte de l'investissement projeté, sur les 3 années à venir
Pour les projets expérimentaux (innovation)	Business Plan à 3 ans : bilan financier prévisionnel, tenant compte de l'investissement projeté, sur les 3 années à venir et tout élément financier permettant d'apprécier <b><u>l'assise financière du bénéficiaire de l'aide</u></b>

Le dossier de candidature (lettre d'intention ou dossier complet) devra être transmis :

- sous format électronique, sous la plateforme de l'Entente pour l'Eau – [www.ententepourleau.fr](http://www.ententepourleau.fr)

ET

- Sous format papier en un exemplaire au siège de l'agence de l'eau (90, rue du Férétra – CS 87801 – 31078 TOULOUSE Cedex 4) ou à la délégation dont vous dépendez avec la référence « Appel à projets EC'EAU »
- Sous format papier en un exemplaire au siège de **la Région Occitanie** :

Hôtel de Région de Toulouse (bassin Adour-Garonne)  
22, boulevard du Maréchal-Juin  
31406 Toulouse Cedex 9

Hôtel de Région de Montpellier (bassin Rhône Méditerranée Corse)  
201 avenue de la Pompignane  
34064 Montpellier cedex 02

ou à **la Région Nouvelle Aquitaine** :

Service Eau  
Maison de la Région  
27 boulevard de la Corderie  
CS 3116 cedex  
87 000 LIMOGES

## ANNEXE 1 : Tableau récapitulatif des régimes d'exemptions pour l'encadrement des aides (non exhaustif)

### Cas 1 - Activités économiques hors secteur agricole :



	N° Régime	Taux			Observations
		Petite entreprise	Moyenne entreprise	Grande entreprise	
Etudes	SA-59108 SA-58973	70%	60%	50%	
Investissements (travaux)	SA-59108 SA-58973	60%	50%	40%	Au-delà des normes UE
		plus de 3 ans avant la norme : 20%	plus de 3 ans avant la norme : 15%	plus de 3 ans avant la norme : 10%	Adaptation normes futures UE
		Entre 1 et 3 ans avant : 15%	Entre 1 et 3 ans avant : 10%	Entre 1 et 3 ans avant : 5%	
Recherche Développement Innovation	SA-58995 Développement expérimental	45% 60% si projet collaboratif	35% 50% si projet collaboratif	25% 40% si projet collaboratif	Spécificités sur les dépenses éligibles
Etudes, travaux, innovation	De Minimis	200 000 € d'aides publiques maximum sur une période glissée de 3 ans			

Si l'aide envisagée est inférieure à 200.000 € et si vous n'avez pas reçu plus de 200.000 € d'aides publiques « de minimis » sur une période glissée de trois ans, vous avez la possibilité de solliciter une aide au titre du règlement « de minimis ».

- Si vous souhaitez bénéficier de ce régime et dans la mesure où vous y êtes éligible, l'Agence et les Régions vous aideront au titre du règlement « de minimis ».
- Si vous ne souhaitez pas en bénéficier ou si vous n'êtes pas éligible à ce régime, un autre régime d'exemption s'applique. Il sera procédé à une analyse financière des comptes et bilans de résultats. Si celle-ci conduit à considérer votre « entreprise en difficulté » au sens de l'encadrement communautaire des aides d'Etat, votre dossier sera déclaré inéligible aux aides de l'Agence et des Régions.

Pour les opérations innovantes, et quel que soit le régime d'encadrement appliqué, il sera procédé à l'analyse du Business Plan de l'entreprise.



## Cas 2 – activités économiques dans le secteur agricole

	N° Régime	Observations
Investissements relatifs au recyclage des eaux traitées (réseaux et retenue associé)	PDR (Plan de Développement rural) Nouvelle Aquitaine  Voir AAP 2021 pour exemple au lien suivant : <a href="https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr/appels-%C3%A0-projets/appele-projets-creation-et-agrandissement-de-retenue-pour-le-stockage-deau-0">https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr/appels-%C3%A0-projets/appele-projets-creation-et-agrandissement-de-retenue-pour-le-stockage-deau-0</a>  Un AAP sera ouvert ultérieurement.	80% pour la substitution de prélèvements. Voir critères spécifiques sur le site de l'AAP régional
	PDR Occitanie  <b>Pas d'AAP ouvert à ce jour</b>	60% hors substitution de prélèvements existants, en zone d'équilibre Voir critères spécifiques sur le site de l'AAP régional
	A défaut de PDR, le régime SA-50388	Pour les entreprises de production agricole uniquement
Recherche Développement Innovation	SA-58995 – Développement expérimental	Voir conditions cas n°1
Etudes, travaux, innovation	De Minimis	20 000 € d'aides publiques maximum sur une période glissée de 3 ans

*Pour les projets agricoles où les PDR (Plan de Développement Rural) régionaux s'appliquent, le dossier devra être re-déposé dans le cadre d'un AAP (appel à projets) régional, pour les volets concernés du projet.*

## Cas 3 – activités économiques dans le secteur de l'aquaculture

	N° Régime	Observations
Etudes, investissements	SA-45426 SA.47758	50% ou plus selon conditions Uniquement pour les PME
Recherche Développement Innovation	SA-58995 – Développement expérimental	Voir conditions cas n°1
Etudes, travaux, innovation	De Minimis	30 000 € d'aides publiques maximum sur une période glissée de 3 ans

**ANNEXE 2 : Renseignements relatifs à la qualité de l'entreprise**

PAPIER EN-TETE DE L'ENTREPRISE

## DECLARATION RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA QUALITE DE L'ENTREPRISE

**Objet : Données utiles à la définition du statut de l'entreprise**

Je soussigné (nom, prénom et qualité) :  
déclare (case à cocher) :

Être une personne physique de droit privé : ☐ Oui ☐ Non

Si coché non :

Je soussigné (nom, prénom et qualité) :  
représentant de l'entreprise , n° SIREN :

Date de création de l'entreprise :

***Le statut de petite ou moyenne entreprise pouvant ouvrir droit à des bonifications d'aides, ces informations sont susceptibles d'être contrôlées par l'Agence.***

- ☐ Petite entreprise (*Effectifs < 50 et chiffre d'affaires annuel ≤ 10 M€ ou total du bilan annuel ≤ 10 M€ (\*)*)  
☐ Moyenne entreprise (*Effectifs < 250 et chiffre d'affaires annuel ≤ 50 M€ ou total du bilan annuel ≤ 43 M€ (\*)*)  
☐ Grande entreprise ou autre statut (association, collectivité,...)

(\*) Informations données à titre indicatif. Se reporter à la définition complète des petites et moyennes entreprises donnée par la recommandation 2003/361/CE de la Commission européenne

déclare (cases à cocher) :

Être en procédure collective d'insolvabilité : ☐ Oui ☐ Non

L'entreprise que je représente est une entreprise privée totalement indépendante :  
☐ Oui ☐ Non

L'entreprise que je représente est une entreprise privée dont un ou plusieurs organismes publics détiennent ensemble plus de 25% du capital ou des droits de vote de mon entreprise :  
☐ Oui ☐ Non

L'entreprise que je représente est une entreprise privée  
 - dont 25% ou plus de son capital ou de ses droits de vote sont contrôlés directement ou indirectement par une autre entreprise,  
 ou  
 - a une participation de 25 % ou plus dans une autre entreprise :  
☐ Oui ☐ Non

Date

Signature et cachet

(Indiquer le nom et la qualité du signataire) :

**ANNEXE 3 : Déclaration De Minimis**

PAPIER EN-TETE DE L'ENTREPRISE

**MODELE DE DECLARATION D'AIDE de Minimis PAR L'ENTREPRISE**

**Objet : Déclaration des aides placées sous le règlement de *minimis* n° XXXX/XXXX de la Commission du XX MOIS XXXX.**

Je soussigné (nom, prénom et qualité) :

représentant de \_\_\_\_\_, n° SIREN : \_\_\_\_\_  
 entreprise unique au sens de la définition figurant à l'article 2.2 du règlement (UE) n°XXXX/XXXX de la Commission du XX MOIS XXXX relatif à l'application des articles XXX et XXX du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de *minimis*, déclare (case à cocher) :

☐ n'avoir reçu aucune aide de *minimis*<sup>3</sup> durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration,

☐ avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, les aides de *minimis* listées dans les deux tableaux ci-après, durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

Date de l'attribution de l'aide de <i>minimis</i>	Nom et numéro SIREN de l'entreprise	Type d'aide de <i>minimis</i> (général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant de l'aide (en euros)
<b>TOTAL</b>			

Date de demande de l'aide de <i>minimis</i> si non encore perçue	Nom et numéro SIREN de l'entreprise	Type d'aide de <i>minimis</i> (général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant de l'aide (en euros)
<b>TOTAL</b>			

L'entreprise sollicitant l'aide a-t-elle réalisé, au cours des trois derniers exercices fiscaux, dont celui en cours :

- ☐ une fusion ou une acquisition d'une autre entreprise ?  
☐ une scission en deux ou plusieurs entreprises distinctes ?

Date

Signature et cachet

(Indiquer le nom et la qualité du signataire) :

1. Les aides de *minimis* sont des aides publiques qui sont octroyées au titre des règlements suivants :

- règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux **aides de minimis**,



- règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux **aides de minimis**,
  - règlement (CE) n° 875/2007 de la Commission du 24 juillet 2007 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides de minimis** octroyées dans le secteur de la **pêche et de l'aquaculture**,
  - règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides de minimis** octroyées dans le secteur de la **pêche et de l'aquaculture**,
  - règlement (UE) n° 1535/2007 de la Commission du 20 décembre 2007 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux **aides de minimis** dans le secteur de la **production de produits agricoles**,
  - règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides de minimis** dans le secteur de l'**agriculture**,
  - règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides de minimis** accordées à des entreprises fournissant des **services d'intérêt économique général** (SIEG).
- Les aides *de minimis* constituent une catégorie particulière d'aides publiques pour les entreprises. Les pouvoirs publics qui allouent des aides *de minimis* ont l'obligation d'informer les entreprises bénéficiaires, du caractère *de minimis* des aides attribuées. Le montant maximum de minimis est de :
- 200 000 € pour les entreprises
  - 20 000 € pour les entreprises du secteur agricole
  - 30 000 € pour les entreprises du secteur de l'aquaculture
- sur 3 exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.
2. par entreprise sur 3 exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration
  3. Si vous avez reçu une aide *de minimis*, cette aide a dû vous être notifiée par courrier par l'autorité publique attributaire (Etat, collectivités locales, établissements publics, agences...). Vous ne devez donc pas comptabiliser dans ce montant les aides qui ne sont pas allouées au titre du règlement *de minimis*.
  4. Le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides *de minimis* peuvent être comptabilisées dans la limite du plafond. Il n'est pas possible de disposer d'autant de plafonds qu'il y a d'établissements donc de numéro SIRET au sein d'une même entreprise.  
Par ailleurs, si votre entreprise relève de la définition « d'entreprise unique » (cf. ci-dessous), vous disposez d'un seul plafond d'aide *de minimis* commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique ». Si votre entreprise relève de ce cas, il faut absolument vérifier que votre déclaration comptabilise bien l'ensemble des aides *de minimis* versées à toutes les entreprises composant l'entreprise unique. La présente déclaration prévoit donc que pour chaque aide *de minimis* perçue soit indiqué le numéro SIREN de l'entreprise qui l'a reçue au sein de l'entreprise unique.  
Définition d'une « entreprise unique » : une entreprise unique se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'un des quatre liens suivants :
    - une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise, ou
    - une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise, ou
    - une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, ou
    - une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.
  5. Dans le cas de prêts, garanties ou avances remboursables, indiquer l'équivalent-subvention brut (ESB) qui vous a été communiqué lors de l'attribution de l'aide.

</



Réserve financiers

Groupe de travail	Partenaires (à désigner nominativement)	Personnel dédié au projet (fonction, contrat, salaire / agent)	Description de l'activité	Coût salarial total	Nombre de jours	Cout salarial	Temps	Frais salariaux	Nombre de	Frais salariaux
				annuel (€)	travaillés dans l'année par agent (n°)	journier / éjourn	prévisionnel dédié à la mission (j)	directs liés à la mission (€)		retenus (j)
				(a)	(b)	(a)/(b)	(c)	(d) = (c) x (a)		
GT1 - Pilotage et coordination	A : Institution Adour	Florent Urban	Animateur projet de territoire pour la gestion de l'eau de l'Adour amont	43 050	210	205	10	100		
				43 050	210	205				
	B : SEDE Environnement			147 000	210	700		TOTAL		0
				147 000	210	700				0
	C - CA32	Thierry Baque	conseiller	63 648	204	312	0			0
GT2 - Conventualisation	D - CA65	Fabien Dauriac	chargé de mission	67 204	212	317	0			0
				67 204	212	317		TOTAL		0
	A : Institution Adour	Florent Urban	Animateur projet de territoire pour la gestion de l'eau de l'Adour amont	48 300	210	230	4	920		
				48 300	210	230				
	B : SEDE Environnement			147 000	210	700	2	1 400		920
GT3 - Caratérisation des pressions				147 000	210	700		TOTAL		1 400
	C - CA32	Thierry Baque	conseiller	63 648	204	312	0			1 400
				147 000	210	700		TOTAL		1 400
	D - CA65	Fabien Dauriac	chargé de mission	67 204	212	317	4	1 268		1 400
				147 000	210	700		TOTAL		1 268
GT4 - Stratégie d'EC sur le territoire	A : Institution Adour	Florent Urban	Animateur projet de territoire pour la gestion de l'eau de l'Adour amont	43 050	210	205	0	1 640		
				43 050	210	205				
	B : SEDE Environnement			147 000	210	700		TOTAL		1 640
				147 000	210	700				1 640
	C - CA32	Thierry Baque	conseiller	63 648	204	312	4	1 248		1 640
GT5 A - Opportunité site				147 000	210	700		TOTAL		1 248
	D - CA65	Fabien Dauriac	chargé de mission	67 204	212	317	4	1 268		1 248
				147 000	210	700		TOTAL		1 268
	A : Institution Adour	Florent Urban	Animateur projet de territoire pour la gestion de l'eau de l'Adour amont	43 050	210	205	20	4 100		
				43 050	210	205				
GT5 B - Pré-faisabilité - Reques & Bénéfices	B : SEDE Environnement			147 000	210	700	5	3 500		
				147 000	210	700		TOTAL		4 100
	C - CA32	Thierry Baque	conseiller	63 648	204	312	10	3 120		4 100
				147 000	210	700		TOTAL		3 120
	D - CA65	Fabien Dauriac	chargé de mission	67 204	212	317	10	3 170		3 120
GT5 C - Avants-projet				147 000	210	700		TOTAL		3 170
	A : Institution Adour	Florent Urban	Animateur projet de territoire pour la gestion de l'eau de l'Adour amont	43 050	210	205	8	1 640		
				43 050	210	205				
	B : SEDE Environnement			147 000	210	700		TOTAL		1 640
				147 000	210	700				1 640
GT5 D - Opportunité site	C - CA32	Thierry Baque	conseiller	63 648	204	312	0			1 640
				147 000	210	700		TOTAL		1 640
	D - CA65	Fabien Dauriac	chargé de mission	67 204	212	317	16	5 076		1 640
				147 000	210	700		TOTAL		5 076
	A : Institution Adour	Florent Urban	Animateur projet de territoire pour la gestion de l'eau de l'Adour amont	43 050	210	205	14	9 800		5 076
GT5 E - Opportunité site				43 050	210	205				
	B : SEDE Environnement			147 000	210	700	6	4 200		
				147 000	210	700		TOTAL		4 200
	C - CA32	Thierry Baque	conseiller	63 648	204	312	0			4 200
				147 000	210	700		TOTAL		4 200
GT5 F - Opportunité site	D - CA65	Fabien Dauriac	chargé de mission	67 204	212	317	6	1 268		
				147 000	210	700		TOTAL		1 268
	A : Institution Adour	Florent Urban	Animateur projet de territoire pour la gestion de l'eau de l'Adour amont	43 050	210	205	0			
				43 050	210	205				
	B : SEDE Environnement			147 000	210	700	14	9 800		
GT5 G - Avants-projet				147 000	210	700		TOTAL		9 800
	C - CA32	Thierry Baque	conseiller	63 648	204	312	0			0
				147 000	210	700		TOTAL		0
	D - CA65	Fabien Dauriac	chargé de mission	67 204	212	317	0			0
				147 000	210	700		TOTAL		0
GT6 - Communauté d'acteurs	A : Institution Adour	Florent Urban	Animateur projet de territoire pour la gestion de l'eau de l'Adour amont	43 050	210	205	10	2 050		
				43 050	210	205				
	B : SEDE Environnement			147 000	210	700	2	1 400		
				147 000	210	700		TOTAL		2 050
	C - CA32	Thierry Baque	conseiller	63 648	204	312	2	624		2 050
GT7 - Communication / diffusion				147 000	210	700		TOTAL		624
	D - CA65	Fabien Dauriac	chargé de mission	67 204	212	317	0			624
				147 000	210	700		TOTAL		624
	A : Institution Adour	Florent Urban	Animateur projet de territoire pour la gestion de l'eau de l'Adour amont	43 050	210	205	10	2 050		
				43 050	210	205				
GT7 - Communication / diffusion	B : SEDE Environnement			147 000	210	700	2	1 400		
				147 000	210	700		TOTAL		1 400
	C - CA32	Thierry Baque	conseiller	63 648	204	312	0			1 400
				147 000	210	700		TOTAL		1 400
	D - CA65	Fabien Dauriac	chargé de mission	67 204	212	317	1	317		1 400
			147 000	210	700		TOTAL		317	

Prestations externes

Préciser les coûts en HT

Envoyé en préfecture le 08/12/2022  
Reçu en préfecture le 08/12/2022



ID : 040-254002264-20221130-221130H1739H1-DE

Groupe de travail	Partenaires (à désigner nommément)	Objet de la dépense	Prestataire	Description de la dépense	N° marché (le cas échéant)	Montant prév
GT1 - Pilotage et coordination	Institution Adour					
	SEDE Environnement	AMO Expert REUT	ECOFILAE			
	CA32					
	CA65					
GT2 - Contextualisation	Institution Adour					
	SEDE Environnement	AMO Expert REUT	ECOFILAE			
	CA32					
	CA65					
GT3 - Caractérisation des pressions	Institution Adour					
	SEDE Environnement	AMO Expert REUT	ECOFILAE			
	CA32					
	CA65					
GT4 - Stratégie d'ECE sur le territoire	Institution Adour					
	SEDE Environnement	AMO Expert REUT	ECOFILAE			
	CA32					
	CA65					
GT5.A - Opportunité site	Institution Adour					
	SEDE Environnement	AMO Expert REUT	ECOFILAE			
	CA32					
	CA65					
GT5.B - Préfaisabilité - Risques & Bénéfices	Institution Adour					
	SEDE Environnement	AMO Expert REUT	ECOFILAE			
	CA32					
	CA65					
GT5.C - Avant-projet	Institution Adour					
	SEDE Environnement	AMO Expert REUT	ECOFILAE			
	CA32					
	CA65					
GT6 : Communauté d'acteurs	Institution Adour					
	SEDE Environnement	AMO Expert REUT	ECOFILAE			
	CA32					
	CA65					
GT7 : Communication / diffusion	Institution Adour					
	SEDE Environnement	AMO Expert REUT	ECOFILAE			
	CA32					
	CA65					
TOTAL PRESTATIONS EXTERNES						
TOTAL GT1						
TOTAL GT2						
TOTAL GT3						
TOTAL GT4						
TOTAL GT5.A						
TOTAL GT5.B						
TOTAL GT5.C						
TOTAL GT6						
TOTAL GT7						
TOTAL PARTENAIRE A						
TOTAL PARTENAIRE B						
TOTAL PARTENAIRE C						
TOTAL PARTENAIRE D						



Partenaire	Plafond maximum	Prévisionnel
		(e)=(d)x0,2
Partenaire A	20%	3 218,00
Partenaire B		4 900,00
Partenaire C		1 310,40
Partenaire D		2 726,20

A : Institution Adour  
B : SEDE Environnement  
C : CA32  
D : CA65

Préciser les coûts en HT

Réservé financeurs

Groupe de travail	Partenaires	Objet de la dépense indirecte de fonctionnement (liée au projet)	Description de la dépense	Montant prévisionnel (€)	Montant retenu
GT1 - Pilotage et coordination	Institution Adour			410,00 €	410,00 €
	SEDE Environnement			- €	0,00 €
	CA32			- €	0,00 €
	CA65			- €	0,00 €
GT2 - Contextualisation	Institution Adour			184,00 €	184,00 €
	SEDE Environnement			280,00 €	280,00 €
	CA32			249,60 €	249,60 €
	CA65			253,60 €	253,60 €
GT3 - Caractérisation des pressions	Institution Adour			328,00 €	328,00 €
	SEDE Environnement			140,00 €	140,00 €
	CA32			249,60 €	249,60 €
	CA65			253,60 €	253,60 €
GT4 - Stratégie d'ECE sur le territoire	Institution Adour			820,00 €	820,00 €
	SEDE Environnement			700,00 €	700,00 €
	CA32			624,00 €	624,00 €
	CA65			634,00 €	634,00 €
GT5.A - Opportunité site	Institution Adour			328,00 €	328,00 €
	SEDE Environnement			420,00 €	420,00 €
	CA32			- €	0,00 €
	CA65			1 141,20 €	1 141,20 €
GT5.B - Préfaisabilité - Risques & Bénéfices	Institution Adour			328,00 €	328,00 €
	SEDE Environnement			840,00 €	840,00 €
	CA32			- €	0,00 €
	CA65			253,60 €	253,60 €
GT5.C - Avant-projet	Institution Adour			- €	0,00 €
	SEDE Environnement			1 960,00 €	1 960,00 €
	CA32			- €	0,00 €
	CA65			- €	0,00 €
GT6 - Communauté d'acteurs	Institution Adour			410,00 €	410,00 €
	SEDE Environnement			280,00 €	280,00 €
	CA32			124,80 €	124,80 €
	CA65			126,80 €	126,80 €
GT7 - Communication / diffusion	Institution Adour			410,00 €	410,00 €
	SEDE Environnement			280,00 €	280,00 €
	CA32			62,40 €	62,40 €
	CA65			63,40 €	63,40 €
TOTAL FONCTIONNEMENT				12 154,60 €	12 154,60 €
TOTAL GT1				410,00 €	410,00 €
TOTAL GT2				967,20 €	967,20 €
TOTAL GT3				971,20 €	971,20 €
TOTAL GT4				2 778,00 €	2 778,00 €
TOTAL GT5.A				1 889,20 €	1 889,20 €
TOTAL GT5.B				1 421,60 €	1 421,60 €
TOTAL GT5.C				1 960,00 €	1 960,00 €
TOTAL GT6				941,60 €	941,60 €
TOTAL GT7				815,80 €	815,80 €
TOTAL PARTENAIRE A				3 218,00 €	3 218,00 €

A : Institution Adour

Préciser les coûts en HT

Groupe de travail	Partenaires	Objet de la dépense (achats de petits matériels, autres achats, frais de déplacement, etc.)	Fournisseur / revendeur	Description de la dépense	N° marché (le cas échéant)	Montant
GT1 - Pilotage et coordination	Institution Adour					
	SEDE Environnement					
	CA32					
	CA65					
GT2 - Contextualisation	Institution Adour					
	SEDE Environnement					
	CA32					
	CA65					
GT3 - Caractérisation des pressions	Institution Adour					
	SEDE Environnement					
	CA32	frais de déplacements (km)		100 km/mois x 18 mois x 0,18€/km		
	CA65	frais de déplacements (km)		50 km/mois x 18 mois x 0,20€/km		
GT4 - Stratégie d'ECE sur le territoire	Institution Adour					
	SEDE Environnement					
	CA32	frais de déplacements (km + repas)		100 km/mois x 18 mois x 0,18€/km + 18 repas x 21€		
	CA65	frais de déplacements (km + repas)		50 km x 18 mois x 0,20€/km + 18 repas x 21€		
GT5.A - Opportunité site	Institution Adour					
	SEDE Environnement					
	CA32					
	CA65	frais de déplacement (km)		100 km/mois x 18 mois x 0,20€/km		
GT5.B - Préfaisabilité - Risques & Bénéfices	Institution Adour					
	SEDE Environnement					
	CA32					
	CA65					
GT5.C - Avant-projet	Institution Adour					
	SEDE Environnement					
	CA32					
	CA65					
GT6 - Communauté d'acteurs	Institution Adour					
	SEDE Environnement					
	CA32					
	CA65					
GT7 - Communication / diffusion	Institution Adour					
	SEDE Environnement					
	CA32					
	CA65					
TOTAL AUTRES DEPENSES						
TOTAL GT1						
TOTAL GT2						
TOTAL GT3						
TOTAL GT4						
TOTAL GT5.A						
TOTAL GT5.B						
TOTAL GT5.C						
TOTAL GT6						
TOTAL GT7						
TOTAL PARTENAIRE A						
TOTAL PARTENAIRE B						
TOTAL PARTENAIRE C						
TOTAL PARTENAIRE D						